



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2697
10 avril 2020
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte Ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Sauver des vies, pas les profits du Cac 40 !



Manifestation du personnel de l'hôpital de Tourcoing , jeudi 2 avril.

9

De l'Europe aux États-Unis, de l'Asie à l'Afrique
Pour les populations, des conséquences dramatiques

Pages 8, 9 et 16

La société en crise

- Le Maire aux patrons : sauver les profits à tout prix 3
- Chômage partiel : les patrons arrosés, les travailleurs trinquent 3
- « Solidarité nationale » : tout pour les plus riches 3
- Le préfet était frappé 3
- Budget alimentaire : dépenses sans confinement 4
- SDF, mal-logés... : les conséquences de l'épidémie 4
- Seine-Saint-Denis : mortelles inégalités de santé 4
- Épidémie : les patrons licencient à tout va 5
- BTP : pression pour la reprise du travail 5
- Michelin : profits pneumatiques et déconfinement 5
- Hôpitaux de Paris : le bord du « plateau » n'est pas en vue 6
- Covid-19 : recherche et perspectives de profits 6
- En Île-de-France : réanimations saturées 6
- CHRU de Nancy : l'ARS maintient les fermetures de lits et les suppressions d'emplois 7
- Ehpad : les actionnaires ne se font pas des cheveux blancs 7
- Un drame camouflé 7
- Hôpital de Tourcoing : explosion de colère 7
- Hôpital psychiatrique de Navarre - Évreux 10
- Hôpital d'Hautmont 10
- Armée : des chars contre les virus ? 10
- Infirmière libérale 10

Dans le monde

- États-Unis : les ravages du Covid-19 et ceux des réactionnaires 8
- En Californie, le matériel médical dilapidé 8
- Venezuela : pire que tous les virus, l'impérialisme ! 8
- Grèce : pas de frontières pour la politique antiouvrière 9
- Roumanie : un pays démuné face à l'épidémie 9
- Bénin : un champ viral fertilisé par l'impérialisme 16
- Syrie : la guerre continue pendant l'épidémie 16
- Crise mondiale : les émergents coulent 16

Dans les entreprises

- FedEx - Roissy 11
- RATP bus 11
- Prédateurs capitalistes : les exproprier, c'est tout ! 11
- Orange 12
- SFR 12
- Selmer - Mantes-la-Ville 12
- Grande distribution 12
- La Poste - Marseille 12
- PSA Peugeot Citroën 13
- ArcelorMittal - Florange 13
- Amazon - Lauwin-Planque 13
- SNCF 14
- L'Oréal 14
- Disneyland - Paris 14
- Inspection du Travail 15
- Total 15

Sauver les vies, pas les profits du Cac 40!

Le gouvernement se veut rassurant et préparerait même le déconfinement. Il fait comme s'il contrôlait la situation, mais que gère-t-il? Les masques? Il les promet depuis des semaines et ils sont toujours rationnés, même pour les hôpitaux. Il y a quelques jours, il expliquait qu'il était inutile de les généraliser, il conseille maintenant à chacun d'en porter, voire d'en fabriquer...

Et qu'a-t-il fait pour les Ehpad? Rien, si ce n'est leur recommander de fonctionner en camp retranché. Ce serait donc à eux de soigner les malades, même si le personnel n'a pas la qualification, à eux de gérer la fin de vie des pensionnaires qui, faute de lits, ne sont pas admis dans les hôpitaux!

Les lits en réanimation ont été multipliés grâce à la mobilisation du personnel de santé. Avec les effets du confinement, cela a relâché la pression sur les hôpitaux du Grand Est et de l'Île-de-France. Mais cela ne fait pas le compte. Combien d'opérations importantes ont été déprogrammées? Combien de personnes sont en danger parce qu'elles hésitent à venir à l'hôpital, par peur de surcharger l'activité ou de contracter le virus?

Le confinement est indispensable, mais il est lui-même un aveu d'impuissance. Jamais l'humanité n'a disposé d'autant de moyens pour affronter une épidémie. Depuis la découverte des virus, les connaissances scientifiques et la santé publique ont beaucoup progressé. Grâce aux épidémiologistes, les pouvoirs publics étaient avertis de la menace d'une nouvelle pandémie. Eh bien, même des pays riches comme la France ne s'y sont pas préparés.

Depuis des décennies, les gouvernements qui se succèdent se sont, au contraire, employés à fermer des hôpitaux et des milliers de lits, à réduire et sous-payer le personnel de santé... Même le stockage de masques, qui ne coûtait que 60 millions par an, a été arrêté. À une aide-soignante qui réclamait des moyens, Macron répondait il y a quelques mois: «*Il n'y a pas d'argent magique*», préférant réserver l'argent public aux grandes fortunes et au Cac 40.

Vendredi 3 avril, le directeur de l'ARS du Grand Est a soulevé un tollé en déclarant maintenir les 174 fermetures de lits prévues au centre hospitalier de Nancy. On découvre ainsi que le gouvernement n'a même pas fait de moratoire sur les fermetures. Et après cela Macron nous dira que rien ne sera jamais plus comme avant!

Il n'y aura pas de changement tant que nous resterons soumis au capitalisme et à la domination

À tous nos amis et camarades,

Dans cette période de confinement, *Lutte ouvrière* fera tout pour continuer à informer de bien des choses que l'on ne trouvera pas dans les moyens d'information officiels, en défendant un point de vue communiste révolutionnaire. Mais il sera de plus en plus difficile sinon de l'imprimer, du moins de l'acheminer et la faire parvenir à nos abonnés, aux vendeurs de presse et à tous nos amis.

Lutte ouvrière sera en tout cas disponible sur le site internet www.lutte-ouvriere.org à l'onglet journal. Il faut, plus que jamais, continuer à nous lire et à nous faire lire!



de la bourgeoisie, qui place ses intérêts au-dessus de tout. Et c'est le cas même en pleine crise sanitaire!

La population laborieuse a déployé des trésors de dévouement et d'initiatives pour apporter des solutions à l'urgence sanitaire. Qu'ont fait les actionnaires, la bourgeoisie, les « premiers de cordée » chers à Macron?

Qu'il n'y ait toujours pas de plan pour produire masques, blouses et médicaments en quantité est accablant non seulement pour le gouvernement, mais aussi pour la bourgeoisie. On continue de travailler pour envoyer des fusées dans l'espace, mais on est incapable de produire un bout de tissu à deux élastiques à l'échelle industrielle!

Nombre de salariés, y compris dans la chimie et la pharmacie, sont mobilisés pour des fabrications non urgentes. Nul doute qu'ils seraient prêts à reconvertir des chaînes de fabrication pour produire au plus vite des réactifs, des respirateurs et des tests. Mais la bourgeoisie, elle, reste, obsédée par la poursuite de ses affaires, sa compétitivité et ses parts de marché. Elle n'entend que l'appel des profits et, propriété privée des moyens de production oblige, c'est elle qui décide! Quant à Macron, il est trop soumis à cette bourgeoisie pour la contraindre à quoi que ce soit.

La crise actuelle jette une lumière crue sur l'irresponsabilité et l'aveuglement de l'organisation capitaliste. Et loin d'avoir suspendu la lutte des classes, elle l'exacerbe. Cette lutte est même devenue une question de vie ou de mort pour les travailleurs. C'est notamment le cas pour les salariés forcés d'aller travailler, qui doivent se battre au jour le jour pour obtenir des protections élémentaires. C'est aussi le cas de tous ceux que le grand patronat, à l'instar de Michelin, PSA, Renault, Airbus, et leur myriade de sous-traitants, appellent à se déconfiner pour assurer la production de leurs profits.

Eh bien, les travailleurs n'ont pas à mettre leur vie en danger pour les profits des industriels et la pérennité d'un ordre social aussi criminel! Ils doivent défendre leur droit à la vie et s'organiser pour contester le pouvoir politique et économique de la bourgeoisie dans le but de renverser le capitalisme.

Le Maire aux patrons : sauver les profits à tout prix

Dans une interview au *Journal du dimanche* du 5 avril, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire s'est dit soucieux de sauver l'économie du naufrage, confirmant que l'État ouvrirait ses guichets sans regarder à la dépense pour les entreprises.

De nombreux commentateurs y ont vu une rupture avec le discours tenu jusque-là par un ministre qui se présentait comme un partisan de la rigueur budgétaire. Mais il n'y a là rien de bien nouveau sous le soleil du capitalisme, ni même depuis que Le Maire occupe son poste actuel. Son souci de limiter la dépense publique s'est fait au détriment des hôpitaux par exemple, et on voit aujourd'hui avec quelles conséquences dramatiques. Mais cela n'a jamais amené ce ministre à priver le patronat des exonérations de cotisations ou des allègements d'impôt dont il bénéficie, bien au contraire puisque le gouvernement

auquel il appartient n'a cessé de les multiplier.

Il aura suffi à Le Maire d'évoquer d'éventuelles nationalisations et de pérorer sur la nécessité d'un « nouveau capitalisme, qui soit plus respectueux des personnes, qui soit plus soucieux de lutter contre les inégalités » pour que la presse parle de la conversion d'un ultralibéral en un partisan de l'intervention de l'État. En réalité, avec le marasme dans lequel se retrouve plongé le transport aérien, il n'est guère surprenant que le projet de privatisation d'Aéroports de Paris soit suspendu et que la nationalisation d'Air France soit envisagée. Au-delà de ce seul



exemple, dans le contexte de catastrophe économique provoquée par l'épidémie de Covid-19, il est possible que l'État soit amené à nationaliser des entreprises dans bien d'autres secteurs, dans l'industrie, les banques...

Mais les nationalisations telles que peuvent l'envisager des politiciens bourgeois

comme Le Maire sont destinées à sauver la mise aux capitalistes, l'État reprenant à son compte les pertes des entreprises dont il prend le contrôle. Cela s'est déjà vu dans le passé à de nombreuses reprises.

Permettre à ces entreprises de produire à nouveau des profits implique de s'en prendre aux travailleurs et à leurs droits. Les mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence sanitaire montrent clairement ce que

le gouvernement réserve aux salariés : durée du travail pouvant aller jusqu'à 60 heures par semaine, vol légalisé des journées de congé...

Comme par le passé, les travailleurs n'ont rien à attendre de gouvernements comme celui de Macron-Philippe qui, quel que soit leur discours, se préoccupent exclusivement de défendre les intérêts de la classe capitaliste.

Boris Savin

Chômage partiel : les patrons arrosés, les travailleurs trinquent

Dès le 13 mars, avant même le début du confinement, le gouvernement annonçait une série de mesures en expliquant que « la protection des entreprises et des salariés est nécessaire afin d'éviter que la casse économique se transforme en casse sociale ». Mais si les entreprises sont sûres de recevoir les cadeaux promis par l'État, il n'en est pas de même pour les travailleurs qui font déjà les frais de cette crise.

Le gouvernement a additionné les milliards pour les entreprises : 45 pour les soutenir, 300 pour garantir les prêts, encore un pour un fonds en direction des petites entreprises, sans parler des reports, voire des annulations des cotisations sociales. Et quand Bruno Le Maire affirmait que « l'État prendra en charge les salariés contraints de rester chez eux », cela ne signifiait pas que ceux-ci toucheraient l'intégralité de leur salaire... mais que les entreprises seraient indemnisées entièrement de ce chômage partiel, quelle que soit la taille de l'entreprise, ce qui n'était pas le cas avant, où les plus petites étaient avantagées.

Pour les travailleurs, c'est bien le temps des soustractions, malgré le mensonge de Le Maire promettant qu'« aucun salarié ne perdra un centime ». Les 5,8 millions

qui sont mis actuellement en chômage partiel, totalement ou pour une partie des jours de la semaine, ne toucheront que 84 % de leur salaire pour chaque heure non travaillée. Seuls ceux qui sont au smic auront les 100 % assurés (mais il faut rappeler que pour eux, les entreprises ne payent déjà aucune cotisation sociale). Pour un salaire net de 1500 euros, ceux qui sont en chômage partiel complet perdent donc au minimum 240 euros. Ce trou dans le budget sera dramatique pour bien des familles.

Mais certains travailleurs perdent encore plus. En effet, une partie des primes habituelles ne sont pas prises en compte dans le calcul de l'indemnité de chômage partiel, ce qui peut représenter encore des centaines d'euros en moins à la fin du mois.

Les entreprises ont eu des facilités pour demander des

mesures de chômage partiel et s'en servent avec gourmandise. La presse se remplit des abus qui éclatent déjà. Certaines entreprises forcent leurs employés à travailler quand même, malgré l'utilisation du chômage partiel. D'autres distribuent les jours de chômage partiel sans aucune explication. Les salariés se retrouvent donc à travailler un jour sur deux, un jour sur trois. Cela permet de faire pression pour imposer que le travail soit fait sur un temps réduit.

Les travailleurs voient ainsi leurs salaires réduits pour une période indéfinie car ces mesures de chômage partiel peuvent durer six mois. Plus généralement, les patrons profitent de la situation pour imposer aux travailleurs des conditions aggravées, en utilisant aussi la menace des licenciements, alors que ces mesures de chômage partiel sont censées les empêcher. Les patrons se cachent à peine derrière l'épidémie pour mener la guerre de classe. Le seul vaccin à la disposition des travailleurs est de se préparer à se défendre collectivement.

Marion Ajar

“Solidarité nationale” : tout pour les plus riches !

Le ministre du Budget, Gérald Darmanin, a lancé un grand appel à la solidarité nationale pour financer un fonds d'aide aux indépendants, petits commerçants et artisans, autoentrepreneurs, frappés par la crise économique.

Les grandes entreprises recevront des milliards d'aides, notamment à travers le financement du chômage partiel, sur le budget de l'État, qui le fera payer ensuite aux contribuables.

Mais pour les autoentrepreneurs ou tout petits

patrons menacés de faillite, l'État fait appel à la charité publique. Une façon de masquer le fait qu'ils ne recevront pas grand-chose.

Encore une démonstration du fait que l'État n'est solidaire que des plus riches.

Hélène Comte

Le préfet était frappé

« Ceux qui sont aujourd'hui hospitalisés, qu'on trouve dans les réanimations, sont ceux qui au début du confinement ne l'ont pas respecté. Il y a une corrélation très simple. » C'est ce que Didier Lallement, préfet de police de Paris, a expliqué tranquillement le 3 avril. Et vlan, les soignants contaminés dans les hôpitaux, les caissières et les ouvriers qui l'ont été au

travail, ou les personnes âgées contaminées dans leur Ehpad n'ont à s'en prendre qu'à eux-mêmes !

On voit que, pour Lallement, les choses sont simples. Comme l'a twitté Nathalie Arthaud : « Tu es frappé par un CRS ? Tu l'as mérité ! Tu es frappé par la Covid-19 ? Tu l'as mérité ! Et quand tu es frappé par la connerie, c'est que tu es préfet de police de Paris ! »

Budget alimentaire : dépenses sans confinement

Pour les familles populaires, le confinement, certes nécessaire, coûte cher. La dépense du poste alimentation atteint des sommets. Une raison évidente en est la hausse du volume des achats. Tous les membres de la famille prennent leurs repas à la maison, sans compter le grignotage que cette situation induit, et les caddies sont bien plus remplis.

Mais la dépense n'augmente pas qu'en fonction du volume acheté. Nourrir les jeunes scolarisés à domicile pendant quatre semaines coûte, surtout dans une famille ouvrière, nettement plus cher que la mensualité de cantine. C'est vrai aussi pour les salariés, qui ont accès en temps normal à un restaurant d'entreprise.

Indépendamment, le budget nourriture explose aussi parce que bien

des produits coûtent plus cher. Les consommateurs constatent une hausse des prix, en particulier pour les fruits et légumes, jusqu'à 31% dans certains cas, selon *Aujourd'hui*. Certains distributeurs mettent en cause la hausse des frais de transport routier, due selon eux aux livraisons plus fréquentes, à camion à moitié plein.

La baisse du prix du carburant n'aurait donc aucun



AURÉLIEN LAUDY

impact sur ces frais-là ? Le décret de fermeture des marchés, en particulier des marchés populaires, supprime également une source d'approvisionnement, laissant de plus le champ libre à la grande distribution qui fixe les prix sans rogner sur ses marges.

La bataille de communication qui s'y déroule à coups d'annonces de prix prétendument bloqués ne profite aucunement aux acheteurs.

Une autre raison avancée à la hausse des prix

des fruits et légumes est l'approvisionnement de proximité, les fraises de Bretagne remplaçant celles d'Andalousie dans les rayons.

L'organisation de la production, de la récolte, du conditionnement et du transport est logiquement plus coûteuse dans le premier cas, mais qu'il est indigeste, le discours tricolore qui accompagne ce choix !

Alors que les distributeurs ne laissent pas les clients choisir, il faudrait

en plus entendre un président de la Fédération du commerce et de la distribution (FCD) jouer les Bruno Le Maire sur le thème de « la priorité aux produits français, plus chers, [entraînant] d'inévitables hausses tarifaires, mais cela fait partie de l'effort collectif national » !

Une fois encore, ni collectif ni « national », l'effort en question est imposé à ceux qui font tourner l'économie, les travailleurs, et non aux grosses légumes.

Viviane Lafont

SDF, mal logés... : les conséquences de l'épidémie



« Restez chez vous » est une consigne bien difficile à appliquer pour les quelque 160 000 sans-domicile dans le pays.

Prétendant leur venir en aide, le gouvernement n'a pas refermé les places d'hébergement hivernal, et a créé 5 000 nouvelles places dans des gymnases ou en réquisitionnant des hôtels. Des auberges de jeunesse, des internats, des centres UCPA ou des villages de vacances pourraient aussi être réquisitionnés. Mais il n'y a pas assez de personnel pour gérer ces centres et ceux qui restent, n'étant pas considérés comme prioritaires, n'ont souvent ni masques ni gel pour se protéger.

900 personnes hébergées dans des structures collectives ou des hôtels étaient repérées comme atteintes

du Covid-19 début avril. Pour isoler les malades qui ne sont pas dans un état grave, 40 « centres de desserrement » ont été créés, soit 1 300 places. Le gouvernement prévoit d'en ouvrir 80 supplémentaires. Des chèques-services devraient aussi être distribués pour aider à l'achat de produits de première nécessité, nourriture ou produits d'hygiène en particulier.

Tout cela est bien peu face aux besoins des sans-abri. Des campements, des squats, des bidonvilles existent dans la plupart des grandes villes, où on vit dans la promiscuité, sans accès à l'eau ni à des toilettes.

Le ferrailage et la mendicité sont devenus impossibles avec le confinement. Les points de distribution d'aide alimentaire sont devenus plus rares. « Des gens appellent le 115 parce qu'ils ont faim, et n'ont pas mangé depuis deux ou trois jours », témoigne Louis Gallois, président de la Fédération des acteurs de la solidarité.

Le confinement est devenu un calvaire pour les plus démunis, pas seulement les sans-abri, mais aussi tous ceux qui vivent dans des logements trop petits, souvent insalubres, locataires victimes de marchands de sommeil. C'est aussi le cas des jeunes suivis par l'ASE (l'Aide sociale à l'enfance), mineurs étrangers non accompagnés, ou jeunes Français en grandes difficultés, qui vivent à l'hôtel, parfois à deux ou trois dans de toutes petites chambres. C'est aussi le cas des habitants des foyers de travailleurs immigrés, aux chambres souvent exiguës, avec des parties communes, douches, toilettes, cuisines souvent en mauvais état, qui posent des problèmes d'hygiène aggravés par l'épidémie.

Les inégalités criantes de la société sont amplifiées par l'épidémie et le confinement. Les quelques mesures du gouvernement, bien en dessous des besoins des plus pauvres, sont loin de pouvoir y remédier.

Hélène Comte

Seine-Saint-Denis : mortelles inégalités de santé

En Seine-Saint-Denis, la mortalité a bondi de 63% entre le 21 et le 27 mars, par rapport à la semaine précédente.

En visite le 7 avril en Seine-Saint-Denis, Macron a dû entendre des soignants lui réclamer, en vain, des masques. Dans ce département, la mortalité a bondi de 63% entre la semaine du 14 au 20 mars et celle du 21 au 27 mars.

Pour comparaison, la hausse atteint 32% à Paris, département limitrophe. Mais interrogé par l'AFP, la direction de la Santé dit ne pas avoir d'explication dans l'immédiat quant à ces chiffres. Pourtant chacun sait que la Seine-Saint-Denis est le département le plus pauvre de France métropolitaine.

En temps ordinaire, en comparant la moitié nord de la Seine-Saint-Denis au reste de l'Île-de-France au milieu des années 2010, la mortalité générale des hommes y est supérieure de 11% à la moyenne et celle des femmes de 13%.

Se faire soigner est plus difficile dans ce département qui manque même de médecins généralistes. En Seine-Saint-Denis nord, le taux standardisé de personnes placées en Affection longue durée (ALD) pour pathologie respiratoire par l'assurance maladie est 49% supérieur au taux de l'Île-de-France. L'épidémie de Covid-19 n'a fait qu'aggraver

cela.

Les malades graves qui sont décédés fin mars avaient été infectés avant que le confinement généralisé ne soit instauré. Leur mort n'est donc pas l'effet d'un quelconque relâchement de la population, comme aiment à le dénoncer des responsables politiques qui voudraient faire retomber la responsabilité de l'hécatombe sur les victimes et leur entourage.

On peut s'attendre à une aggravation de la catastrophe sanitaire dans les quartiers les plus pauvres. Le confinement est évidemment plus difficile à respecter pour une famille nombreuse dans un logement HLM, sans parler des bidonvilles.

De plus, bon nombre de travailleurs, dont l'activité est indispensable – dans la santé, le nettoyage, les transports, les commerces alimentaires, etc. – et qui ne peuvent pas travailler depuis chez eux, vivent dans ces quartiers pauvres ; ainsi que ceux que leurs patrons obligent à venir à l'usine sans protection et sans qu'il s'agisse d'activités essentielles. Ce sont donc ceux-là qui ont le plus de risques de contracter le virus.

Lucien Déroit

Épidémie : les patrons licencient à tout va



Devant l'arrêt brutal de pans entiers de l'économie, le gouvernement a demandé aux entreprises de ne pas licencier. Le 1^{er} avril, sans rire, le chef de l'État tweetait à l'intention des salariés : « L'État vous protège ». Mais dans la réalité, la vague de licenciements prend, pour des millions de travailleurs, un caractère catastrophique.

Beaucoup ont vu leur contrat de travail brutalement interrompu. Des centaines de milliers de salariés vivant de petits jobs de quelques heures dans la restauration ou chez des particuliers, ont vu leur source de revenu disparaître du jour au lendemain.

Dans tous les secteurs, les patrons mettent fin aux contrats à durée déterminée (CDD). Devant déjà jongler toute l'année entre contrats courts et périodes de chômage, les saisonniers ont plongé du jour au lendemain dans l'inconnu. Dans les stations de ski, ils n'ont

eu que quelques heures pour faire leurs bagages. De nombreux patrons ont profité de la panique pour faire accepter des ruptures conventionnelles. La saison d'hiver écourtée, celle des vacances de Pâques supprimée, celle de l'été incertaine, les saisonniers voient leurs droits au chômage sévèrement compromis.

La ministre du Travail a bien accepté le report de la modification du calcul du montant des allocations chômage prévue au 1^{er} avril. Mais la réforme mise en place le 1^{er} novembre dernier, qui augmente le nombre de mois travaillés exigés sur une période réduite pour pouvoir toucher une allocation, met le couteau sous la gorge à tous les travailleurs précaires.

Pour les salariés en contrat d'intérim, qui sont l'équivalent de 750 000 emplois à temps plein, la perte de revenu a été immédiate. Plus d'un demi-million d'intérimaires auraient vu leur mission interrompue. Depuis, leur téléphone ne sonne plus.

Le gouvernement a annoncé que si le contrat avait été rompu en raison de la crise sanitaire, les intérimaires pourraient toucher

le chômage partiel. Mais malgré les promesses, cela reste encore pour l'instant soumis à la demande de l'employeur. Et rien n'est prévu pour tous ceux dont les contrats se sont terminés juste avant le confinement. Quelles indemnités, s'ils y ont droit, vont toucher des salariés qui, pour 85 % d'entre eux, vivent de contrats n'excédant pas plus

d'une semaine? Une misère et encore pendant peu de temps.

Alors que toute la société affronte l'épidémie, le patronat ne pense qu'à limiter ses pertes en plongeant une fraction croissante des travailleurs dans la misère. Le gouvernement est là pour couvrir ses basses œuvres.

Gilles Boti

BTP : pressions pour la reprise du travail

Le gouvernement a publié le 3 avril un guide de bonne conduite sanitaire, afin de faire revenir au travail les 2 millions de salariés du secteur du BTP, quasiment à l'arrêt depuis le début du confinement.

Dès le lendemain du confinement, le 17 mars, les trois principales organisations patronales du bâtiment s'étaient senties obligées de demander un arrêt temporaire des chantiers pour organiser les sécurités des salariés. Pourtant les patrons du bâtiment n'ont jamais été des champions dans ce domaine. La désorganisation, les ruptures d'approvisionnement, la défection d'une bonne partie de leurs sous-traitants ont dû peser dans cette démarche. Muriel Pénicaud, ministre du Travail, s'était opposée à cette demande en se déclarant scandalisée par « le défaitisme » des patrons du BTP.

Il aura fallu deux semaines pour que ministère et organisations patronales s'accordent sur un catalogue de plusieurs dizaines de pages préconisant des conseils impossibles à mettre en œuvre : le port de masques chirurgicaux

qui n'existent pas encore en nombre suffisant, la distance minimale d'un mètre entre travailleurs, illusoire pour accéder au chantier, irréalisable dans les vestiaires, infaisable dans les gestes sur le chantier même...

Tous les syndicats, hormis la CFDT, ont refusé de signer ce guide des bonnes pratiques et sont hostiles à une reprise du travail dans le BTP. Ils soulignent que « l'objectif de ce document est bien de faire reprendre l'activité en protégeant juridiquement les employeurs ». Bouygues, Vinci, Eiffage et autres Colas avaient besoin de temps pour se réorganiser et de garanties de la part du gouvernement : les mastodontes du BTP ont obtenu tout cela.

Le communiqué gouvernemental, accompagné de la circulaire transmise aux préfets qui demande « de veiller à la reprise de l'activité du secteur », est criminel.

Bertrand Gordes

Michelin : profits pneumatiques et déconfinement

Florent Menegaux, PDG de Michelin, a exposé au journal *Le Monde* comment et pourquoi la multinationale du pneumatique comptait reprendre la production dans les sites où elle avait été contrainte de l'interrompre.

En le lisant, on croit comprendre que la production a rapidement repris en Chine, dès le 10 février, et n'a jamais cessé en Thaïlande et en Amérique du Sud, alors qu'elle a été interrompue dans les usines d'Europe et d'Amérique du Nord. La pression des travailleurs et de l'opinion publique doit être pour quelque chose dans cette répartition des fermetures.

Michelin veut maintenant rouvrir progressivement tous ses sites car, dit le PDG, le pneumatique est indispensable, ne serait-ce que pour l'agriculture. Mais l'idée est de reprendre toute la production dès que possible pour fournir les usines automobiles dès qu'elles repartiront. Et, même si le patron de Michelin ne le dit pas, le mieux serait d'être capable de fournir des pneus avant que la concurrence ne le puisse.

Florent Menegaux assure bien entendu que les conditions de sécurité sanitaire seront respectées. Comme dans les usines qui n'ont jamais fermé, sans doute? Le patron du premier fabricant de pneus au monde l'affirme, on peut recommencer à faire tourner les usines avant que le virus ait disparu. Et d'ajouter : « Le confinement n'est qu'une solution transitoire. Nous le disons au gouvernement. » Pour information seulement, car le grand capital est maître chez lui, les ouvriers sont sommés de venir à la demande, quels que soient les risques, et les pouvoirs publics de bénir les décisions patronales. Le confinement est peut-être cher au gouvernement, mais les intérêts patronaux lui sont plus chers encore.

Michelin est un groupe de taille mondiale, pour ses fournisseurs, ses

fabrications, son marché et ses actionnaires. L'entreprise s'organise à cette échelle, répartissant investissements et fabrications autour de la planète, fermant sans sourciller usine sur usine s'il le faut. C'est en fonction de la concurrence mondiale que Michelin veut contraindre les ouvriers à revenir travailler, si possible avant ceux des autres groupes. Pour ses profits il est prêt à les sacrifier et il sait pouvoir compter sur l'appui des pouvoirs publics, particulièrement dans son pays base, la France.

Les travailleurs doivent se défendre là où ils sont et comme ils le peuvent, comme ils l'ont fait en Espagne, en France et certainement sous d'autres cieux en refusant les risques d'infection. Mais il serait stupide, et sans espoir, de prêcher la vertu aux dirigeants et actionnaires de Michelin, comme il serait sans espoir, et même réactionnaire, de prôner on ne sait quelle relocalisation du groupe.

Paul Galois



Comment respecter les mesures barrières?

Hôpitaux de Paris : le bord du "plateau" n'est pas en vue !

On a beaucoup parlé dans les médias du « plateau » qu'aurait atteint l'épidémie de Covid-19. Mais pour le personnel de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), le plateau, c'est la continuation des conditions de travail difficiles et du manque de matériel.

L'effectif minimum pour s'occuper des malades du Covid-19, ailleurs que dans les réanimations, est d'une infirmière et d'une aide-soignante pour six patients. Mais il est loin d'être atteint de jour et de nuit.

Les soignantes déplacées des services de consultation ou d'hospitalisation classique pour renforcer les réanimations sont précieuses. En même temps elles découvrent combien ce travail est difficile et se fait au prix de l'épuisement des soignants insuffisamment préparés et formés.

Soi-disant pour « faciliter la vie des professionnels mobilisés », une plate-forme baptisée Hopi soins a été créée pour le transport,

le logement, la garde d'enfants, l'alimentation, un hébergement temporaire ou un taxi. Mais les procédures sont si compliquées et restrictives que le procédé est peu utilisé. Pour trouver des noms clinquants, l'AP-HP est très douée, pour le reste...

Le directeur général de l'AP-HP Martin Hirsch donne d'ailleurs le ton. Il fait le tour des hôpitaux. Au milieu des soignants obligés parfois de bricoler des tenues, faute de surblouses et de masques, il se déplace en civil, accompagné de tout un groupe de sous-fifres. Et cela, dans des services où les visites sont quasi interdites depuis plus de quinze jours ! Des soignantes lui

ont expliqué qu'elles ne mangent pas durant leur journée de travail, pour économiser leurs masques FFP2. Il a eu l'inconscience de leur proposer de les enlever, et de les remettre ensuite. Il lui a fallu deux semaines de crise sanitaire pour découvrir devant leur réaction qu'un masque ne peut servir deux fois.

C'est le même qui s'alarmait de voir « trop de monde dans les rues » à Paris !

Le matériel élémentaire continue à manquer. Certaines directions prévoient qu'il n'y aura plus de surblouses bientôt et envisagent d'en faire coudre à partir d'un don de voile par les magasins Truffaut. Au Samu, certains soignants portent des masques qui viennent d'AXA. Sans compter les tenues « de carnaval », improvisées avec tout ce qui peut protéger lors des soins.



PHILIPPE DE POULIQUET / LP

Dans certains hôpitaux, pour nettoyer la chambre des malades, il faut recourir au papier toilette lorsqu'il y a plus de lingettes. Dans la chambre des patients malades du Covid-19, le matériel devrait être posé sur des récipients jetables, sauf qu'il n'y en a plus.

Face à l'épidémie, les équipes de ménage des entreprises privées sont également en première ligne et leur travail est essentiel pour assurer l'hygiène dans l'hôpital.

En temps normal, les patrons de ces entreprises imposent aux travailleurs des charges de travail difficiles, voire impossibles à tenir, avec la complicité de l'AP-HP, qui est le donneur d'ordres de ces sociétés. Avec la crise sanitaire, il y a encore plus de travail et toujours pas d'embauche. Pourtant, il faut des renforts, au ménage comme ailleurs.

Les ruptures d'appro-

visionnement de médicaments indispensables, comme l'hypnovel pour sédativer les patients, ne cessent de choquer. Les explications officielles, comme « tout le monde en demande en même temps » ou « c'est à cause de la Chine », masquent l'essentiel : la recherche de bénéfices record de la part de l'industrie pharmaceutique.

Ces entreprises font produire les molécules de base uniquement en Chine et en Inde pour s'affranchir de règles environnementales et salariales trop contraignantes. De plus, elles ne font pas de stocks et au moindre problème toute la chaîne est bloquée. Alors les réquisitionner sans rachat ni indemnités serait dès aujourd'hui une œuvre de salut public. Après l'épidémie, il ne faudra rien oublier, et faire payer tous ces gens-là !

Correspondant LO

Covid-19 : recherche et perspectives de profits

Partout dans le monde des équipes médicales sont à la recherche de traitements contre le coronavirus. On teste un vaccin nouveau, des molécules anciennes telles que l'hydroxychloroquine, l'azithromycine ou des médicaments antiviraux, ou des vaccins anciens contre la tuberculose ou la rougeole.

La recherche progresse



Les médias ont aussi fait une large publicité à un ver marin, l'arénicole, dont les globules rouges auraient la capacité d'apporter 40 fois plus d'oxygène que les globules rouges humains. Une étude sur dix patients a débuté. Une autre piste, pour laquelle une autre étude sur soixante patients a commencé, concerne la

possibilité de transfuser du plasma – la partie liquide du sang – de malades du Covid-19 positifs mais guéris, en s'appuyant sur la présence d'anticorps antiviraux.

Dans toutes ces recherches, les scientifiques disposent heureusement de moyens du fait de la situation d'urgence, qui impose de se mobiliser dans la

guerre contre le virus. Mais c'est aussi une guerre économique qui a commencé entre les trusts pharmaceutiques, notamment entre les quatre grands qui dominent 85 % du marché des vaccins, Glaxo, Sanofi, Merck et Pfizer. L'enjeu est d'être le premier à mettre au point le vaccin, soit directement soit en rachetant les brevets de structures plus petites, des start-up qui l'auraient trouvé les premières, mais n'ayant pas les moyens de passer à la phase de la fabrication industrielle.

Car c'est bien un nouveau marché qui peut s'ouvrir, celui du traitement d'une pandémie qui pourrait devenir saisonnière à l'instar de la grippe, pour laquelle tous les ans un nouveau vaccin est fabriqué et des milliards de patients vaccinés. Avec le Covid-19 il en sera peut-être de même et les profits espérés pourraient justifier tous les efforts déployés aujourd'hui.

C'est peut-être ce retard que toute l'humanité paye aujourd'hui, en se retrouvant désarmée face à la nouvelle pandémie. Pour les grands laboratoires, les perspectives de profits n'étaient pas suffisantes.

Cédric Duval

En Île-de-France : réanimations saturées

Après celles de l'Est, les réanimations d'Île-de-France ont à leur tour été débordées. Avec aplomb, le directeur des hôpitaux de Paris, Martin Hirsch affirme que la situation est maintenant stabilisée, sans revenir sur ce qui s'est passé.

Le directeur de l'Agence nationale de santé (ARS) disait, lui, le 19 mars : « Au-delà de 1 300, les patients pourront toujours être accueillis, mais sur un mode plus dégradé. » Dimanche soir 5 avril, il y avait 2 506 personnes en réanimation. Alors tout a débordé et tout s'est dégradé.

Des évacuations spectaculaires ont été organisées, en avion, en train, en hélicoptère : 200 malades ont ainsi été emmenés en province. Mais cela n'a pas suffi. Dans tous les hôpitaux les soignants se sont débrouillés comme ils ont pu. Ils ont récupéré des vieux respirateurs, ils ont utilisé tout ce qu'ils avaient. Dans chaque hôpital, les médecins ont du choisir entre refuser les patients ayant le moins de chance de survivre à la réanimation et utiliser du personnel insuffisamment formé et du matériel dépassé ou pas

complètement adapté.

Le problème de la saturation des réanimations reste entier et pour plusieurs semaines. Il semble que moins de patients arrivent chaque jour mais ils s'additionnent à ceux qui sont déjà-là, car très peu en sont déjà sortis.

Les collectifs inter-hôpitaux et inter-urgences qui ont mené la lutte du personnel hospitalier depuis un an avaient ô combien raison de réclamer des moyens pour l'hôpital public. Ces mêmes collectifs associés à de nombreux syndicats réclament aujourd'hui de « réquisitionner l'ensemble des forces industrielles de notre pays afin de produire les médicaments et dispositifs nécessaires pour vaincre cette épidémie mortelle ». Une telle réquisition serait effectivement nécessaire aujourd'hui, quitte à contraindre le patronat concerné.

Jean Pollus

CHRU de Nancy : l'ARS maintient les fermetures de lits et les suppressions d'emplois !



Lors de son point de presse de vendredi 3 avril, le directeur de l'Agence régionale de la Santé (ARS) du Grand Est a déclaré qu'il n'y a « pas de raison de remettre en cause le Copermo pour le CHRU ».

En clair, le préfet santé pour la région maintient les 174 fermetures de lits et les 598 suppressions de postes qui avaient été arrêtées en juillet dernier par le Copermo, le comité interministériel dit de performance et de modernisation de l'offre de soins qui réunit des représentants du ministère de la Santé et du ministère

de l'Économie. Ce plan, qui venait après la fermeture de 285 lits et la suppression de plus de 400 postes entre 2014 et 2019, était la condition mise par le gouvernement au déblocage d'une aide à l'investissement du CHRU, qui n'est du reste toujours pas chiffrée.

En plein dans la tourmente, pendant que les

soignants se battent jour et nuit pour sauver des vies, cette véritable provocation a suscité de nombreuses réactions parmi les hospitaliers. Le maire de Nancy et le président de la commission médicale d'établissement ont même écrit au ministre pour dire qu'ils n'étaient pas d'accord avec ces fermetures de lits, qu'ils avaient eux-mêmes approuvées en conseil de surveillance du CHRU.

Faute de lits, de soignants, de matériel, de médicaments, les hôpitaux du Grand Est sont débordés, au point qu'ils ont dû abandonner toute leur activité dite non urgente, qu'ils ont transformé des centaines de lits en lits de réanimation et qu'il a fallu en plus transférer plus de 250 malades dans d'autres hôpitaux ou dans les pays voisins et faire appel à des soignants à la retraite ou des autres régions. Le moins que l'on puisse dire est que les hôpitaux n'étaient pas du tout

préparés à affronter une telle épreuve. Qu'importe, pour le directeur de l'ARS, après l'épidémie il faudra continuer à fermer des lits et à supprimer du personnel!

Tandis que Macron fait des discours pathétiques pour dire que rien ne sera plus comme avant et que « la santé gratuite et l'État providence ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux », son administration poursuit la mise en œuvre des plans d'économies qui ont rendu les hôpitaux exsangues. Dans

sa réponse le ministre de la Santé a dit: « Tous les plans de réorganisation sont évidemment suspendus à la grande consultation qui suivra. » Suspendus mais pas annulés...

Dès aujourd'hui on peut être certain que ces gens-là ne tireront pas les leçons de cette crise sanitaire. Leur politique, c'est uniquement d'aider les riches à s'enrichir quoi qu'il en coûte au reste de la société et ils n'ont nullement l'intention d'en changer.

Correspondant LO

Ehpad : les actionnaires ne se font pas des cheveux blancs

Parmi les 500 plus grandes fortunes du pays figuraient, en 2017, cinq fondateurs de réseaux de maisons de retraites. Le business des maisons de retraite, car c'en est un, attire les capitaux.

Ainsi, le groupe Korian, mis en cause à Mougins et à Clamart, a vu son bénéfice augmenter de 400% en deux ans. En 2016, la marge bénéficiaire était de 15,5%, ce qui avait permis non pas d'embaucher du personnel, mais de doubler en cinq ans le dividende versé aux

actionnaires.

Le fondateur du groupe Orpea, le docteur Jean-Claude Marian, était il y a peu 197^e fortune de France. Il vient de se retirer mais le groupe s'est internationalisé. Il est aujourd'hui implanté dans 14 pays et possède près de 100 000 lits répartis dans 950 établissements. Orpea a comme actionnaire de gros financiers, dont la famille Peugeot, Natixis, un fonds d'investissement canadien etc., dont le souci n'est pas de prendre soin des anciens mais de faire du

cash. Et il en fait! Le bénéfice d'Orpea a augmenté de 70% entre 2015 et 2016.

La seule logique qui a prévalu pour l'hébergement des personnes âgées dépendantes a été la loi du profit. Les pensionnaires en meurent aujourd'hui et le personnel se démène pour faire face avec les moyens du bord, pendant que les groupes financiers bénéficient de l'argent public pour ne pas souffrir de la crise.

Étienne Hourdin

Un drame camouflé

Le gouvernement avait promis des chiffres sur la mortalité dans les Ehpad pour lundi 30 mars. Depuis jeudi, il publie un chiffre national, qui est monté à 2 189 dimanche 5 avril au soir. La réalité est probablement bien pire. Mêmes les éléments donnés sur le mode de calcul le montre: une grande partie des Ehpad n'auraient pas communiqué leurs chiffres. Au-delà de trois malades dans une même résidence, on ne fait plus de tests et donc on ne sait pas si on compte les morts supplémentaires.

La mairie de Paris admet

que « le Samu ne vient plus prendre les malades dans les Ehpad ». Les personnes âgées ne sont pas seulement privées de réanimation, il est souvent impossible de leur fournir de l'oxygène qui pourrait éventuellement leur permettre de passer le cap de la maladie. Quand elles vont très mal, dans le meilleur des cas, les médecins coordinateurs sont réduits à utiliser des « kits de sédation » pour pratiquer des sédations profondes qui sont en fait souvent des euthanasies. Autrement les malades meurent asphyxiés comme s'ils se

noyaient. Les drogues que l'on peut utiliser dans ces situations sont les mêmes qui servent en réanimation et elles manquent maintenant cruellement. Le personnel fait tout ce qu'il peut, mais il vit un véritable cauchemar et risque la maladie à tout moment. Une infirmière d'Ehpad est décédée dans le Val-de-Marne.

Pour tout cela, ce gouvernement devra rendre des comptes bien plus sérieux que ceux qu'il donne actuellement.

Jean Pollus



Hôpital de Tourcoing : explosion de colère

Judi 2 avril, une centaine de travailleurs de l'hôpital de Tourcoing, dans le Nord, ont manifesté leur colère.

Celle-ci est partie toute seule, la veille au soir. Les syndicats ont relayé et, malgré les menaces de la direction – « Je vous rappelle qu'en raison de la pandémie tous les rassemblements sont interdits » –, le rassemblement a bien eu lieu sous forme d'une chaîne de protestation. Comme le disaient les manifestants: « On en a marre de travailler sans matériel, sans personnel. On n'a pas de blouse, on n'a pas de masques, on n'a rien. On est des pompiers, mais on ne nous donne rien pour nous protéger. »

La DRH a dû, pendant deux heures, s'expliquer et surtout entendre toute la colère de tous contre la désorganisation qui règne à l'hôpital, qui aggrave encore l'incurie du gouvernement en matière d'équipement et de personnel, qui plombe tout le système hospitalier du pays.

Pour ne citer qu'un

exemple aberrant, chaque semaine, tous les soignants doivent venir faire la queue dans un même lieu pour se voir attribuer les dix masques auxquels ils ont droit. Ou encore, des personnels volontaires pour venir aider les services débordés sont renvoyés chez eux, car cela ne fait pas partie de la planification prévue par la direction, planification toute théorique qui ne correspond en rien à la réalité du terrain.

Ceux qui ont participé, et aussi ceux qui n'ont pas pu venir, étaient particulièrement heureux et enthousiastes d'avoir réussi cette manifestation. L'un d'eux le résumait ainsi: « Ce qu'on a fait, on a eu raison de le faire. Ne pas se laisser faire, protester, ne pas courber la tête, c'est essentiel et c'est vital. Pour soigner nos hôpitaux et cette société malade, c'est le seul traitement disponible. »

Correspondant LO

États-Unis : les ravages du Covid-19 et ceux des réactionnaires

Avec 366 000 cas de coronavirus recensés et 10 783 morts au 7 avril, les États-Unis sont maintenant le centre mondial de la pandémie. Alors que le pays est moins bien équipé que la plupart des États européens en lits d'hôpitaux, que 40 % des habitants présentent des facteurs aggravants (diabète, obésité...) et que 30 millions de personnes n'ont aucune couverture santé, le bilan des semaines à venir pourrait être désastreux.

Trump a longtemps minimisé le danger de ce qu'il appelle le « virus chinois ». Les médias pro-républicains, comme Fox News, ont présenté les inquiétudes sur la pandémie comme une crise d'hystérie des démocrates. Les autorités sanitaires appellent tous les Américains au confinement depuis des semaines, mais Trump a refusé toute décision fédérale

et les gouverneurs républicains de certains États s'y sont longtemps refusés. Au Tennessee, par exemple, le confinement n'a été imposé que le 2 avril; en Alabama, le 4 avril, etc.

Les religieux ne sont pas en reste. En Floride, un pasteur pentecôtiste de Tampa a défié les interdictions de rassemblement en organisant deux messes dans son

église géante, le 29 mars. En Louisiane, le pasteur d'une autre église géante l'a imité le 31 mars: « Nous avons le mandat de Dieu pour nous réunir et nous rassembler », a-t-il expliqué, sans rire. Un des télé-évangélistes les plus riches du pays, le texan Kenneth Copeland, s'est adressé à ses fidèles en priant et en leur demandant de toucher leur écran de télé pour recevoir la guérison. Puis, comme il se doit, il les a appelés à donner de l'argent... à son église. Un autre, Jim Bakker, a promis une cure miracle: une boisson, la Silver Solution (une solution contenant de l'argent), qui permet de se débarrasser du virus dans les 12 heures... pour 300 dollars la bouteille. Un complotiste,



Un hôpital de campagne aux États-Unis.

Alex Jones, soutien de Trump, lui a fait une concurrence déloyale en commercialisant un dentifrice censé guérir du coronavirus, à 7,47 dollars le tube.

Quand le virus reçoit le concours de la bêtise humaine la plus crasse et de la cupidité la plus débridée, la bataille est loin d'être gagnée.
Michel Bondelet

En Californie, le matériel médical dilapidé

Alors que l'État de Californie est, après New York, particulièrement frappé par l'épidémie de Covid-19 et alors qu'il possédait des hôpitaux mobiles et des stocks médicaux en tout genre, on apprend qu'une bonne partie de ce matériel a été liquidée en 2011.

Dans cette région à forte activité sismique, quand on pense catastrophe sanitaire, on pense avant tout aux futurs tremblements de terre, et surtout au « big one », qui aurait une telle puissance qu'il endommagerait toutes les infrastructures, telles que réseaux d'électricité, d'eau, et de gaz, routes, chemins de fer, hôpitaux; il faudrait alors faire face à un afflux de blessés graves dû aux

effondrements de bâtiments, aux incendies, et un peu plus tard au développement d'épidémies suite à une situation de forte insalubrité. Sans compter les grands incendies comme ceux qui se sont développés ces derniers mois et qui peuvent aussi être à l'origine de crises sanitaires.

Après la catastrophe de la Nouvelle Orléans avec l'ouragan Katrina en 2005, de l'autre côté des États-Unis,

l'incapacité des autorités sanitaires à faire face avait été mise en lumière. L'État de Californie avait décidé d'investir plusieurs centaines de millions de dollars dans de l'équipement médical d'urgence.

L'État fit alors l'acquisition de trois hôpitaux mobiles, tout équipés et autonomes, de 200 lits chacun, capables d'être déployés n'importe où en 72 heures. Chaque hôpital, de la taille d'un terrain de football, possédait tout l'équipement, du bloc opératoire, jusqu'au secteur de réanimation. L'État investissait également dans la constitution

d'un stock de 50 millions de masques, 2 400 respirateurs autonomes, et 21 000 lits équipés permettant de transformer des salles publiques en hôpitaux.

Mais la crise de 2008 étant passée par là et le budget de l'État virant au rouge, en particulier du fait des aides aux entreprises accordées sans compter, des coupes claires furent appliquées, et tout ce matériel passa à la trappe. En 2011, pour faire face à un déficit de 26 milliards de dollars, l'État économisa 6 malheureux millions en supprimant son entretien et sa maintenance. Il distribua

ce matériel ici ou là, notamment à des hôpitaux privés, au prétexte qu'il serait dans de meilleures mains... mais il a, en fait, en grande partie disparu.

Aujourd'hui, on peut faire les comptes. Par exemple, l'État doit payer plus de 3 millions de dollars par mois pour la location et l'équipement d'un centre de soins de 177 lits. Pour un petit mois, il y a là la moitié du montant annuel de l'entretien de tout l'équipement qui a été dilapidé en 2011. Tout ce matériel manque cruellement ces jours-ci.

Jacques Lequai

Venezuela : pire que tous les virus, l'impérialisme !

En pleine pandémie, qui fait des ravages au cœur même des États-Unis, les dirigeants américains ont décidé de relancer leur offensive contre le Venezuela de Nicolas Maduro.



Des Vénézuéliens qui ont perdu emploi et logement émigrent.

Le 26 mars, un juge a lancé une accusation délirante contre le chef d'État chaviste accusé d'être à la tête depuis vingt ans d'un cartel de la drogue menaçant les États-Unis, le tout en liaison avec les Farc colombiennes.

De son côté, le secrétaire d'État nord-américain Mike Pompeo a présenté un nouveau plan de renversement du régime chaviste. Les deux parties, le chaviste Maduro et son opposant de droite Juan Guaido, seraient invitées à abandonner tous deux leurs prétentions au pouvoir, au profit d'un Conseil d'État qui serait avant tout favorable au retour de la mainmise des États-Unis sur le pétrole vénézuélien. Pompeo promet que si ce Conseil d'État voyait le jour, les sanctions qui étranglent la population

vénézuélienne depuis des années seraient levées.

Le 1^{er} avril, divers organismes, dont l'OMS, ont recensé en Amérique latine et dans les Caraïbes 20 000 malades du Covid-19, deux fois plus de victimes que cinq jours auparavant. Alicia Barcena, la secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal), organisme dépendant de l'ONU, a déclaré que l'impact économique de l'épidémie risque d'être catastrophique et appelé à la levée des sanctions contre Cuba et le Venezuela.

Au Venezuela même, une partie de l'opposition de droite antichaviste, au vu de la situation sanitaire, demande la levée des sanctions.

La réponse de Washington n'a pas tardé: Trump a

ordonné le transfert de navires, d'avions et d'hélicoptères vers le commandement sud de l'armée américaine. La cible visée est le Venezuela et le prétexte de ces grandes manœuvres militaires la lutte antidrogue. Le président américain, impuissant à protéger sa propre population de la pandémie, prétend cyniquement « protéger le peuple américain du fléau mortel des drogues illégales ».

Mais si l'armée américaine double ainsi ses capacités de nuisance militaire dans cette région, l'objectif n'est évidemment pas la lutte antidrogue, mais d'accroître la pression sur le régime chaviste, et si possible le renverser.

Jacques Fontenoy

Grèce : pas de frontières pour la politique antiouvrière

En Grèce, le gouvernement Mitsotakis a décidé de créer ce qu'il appelle un « filet de protection pour les travailleurs et les entreprises ». C'est en fait une série d'attaques contre les salariés, au nom de la préparation du jour d'après, celui de la sortie de la crise sanitaire.

Ces mesures donnent au patronat des entreprises qui fonctionnent encore la liberté de suspendre les contrats de travail de tout ou partie de leurs salariés sans paye. Ils seront rappelés plus tard... théoriquement. Les patrons peuvent imposer à au moins la moitié du personnel un travail partiel en alternance pendant six mois, réduire de moitié le temps de travail mensuel, donc à deux semaines, ainsi que la paye, muter les travailleurs d'une usine à l'autre au sein d'un groupe sans garantie pour eux de retrouver leur poste antérieur après la crise.

Le ministre du Travail a assuré qu'il n'y aurait pas de licenciements, qu'une allocation de 800 euros serait versée, fin avril, à ceux qui ont perdu leur travail depuis le 1^{er} mars, à condition qu'ils

n'aient pas déjà droit à une allocation-chômage. Tout cela est pris sur le budget de l'État, qui paie les cotisations sociales et a reporté le paiement des impôts et des dettes des sociétés.

Mais comment un versement unique de 800 euros pour 45 jours pourrait-il remplacer un salaire? Comment faire croire au retour à l'emploi à l'issue d'une suspension de contrat, à une population qui a vécu dix ans d'austérité pendant lesquels les gouvernements successifs lui faisaient régulièrement miroiter une sortie de crise? Fin décembre 2019, le pays comptait encore officiellement près de 800 000 chômeurs, auxquels il faut ajouter ceux qui n'ont plus droit aux allocations, et 42 000 licenciements ont été enregistrés durant les deux premières semaines



Usine d'aluminium du groupe Mytilineos.

de mars. La plupart des commerces sont fermés, les entreprises sont à l'arrêt ou au ralenti, et ce sont les travailleurs qui payent la note, y compris celle des quelques mesures décidées par le gouvernement pour sauver les entreprises.

Bien sûr, parmi celles-ci, beaucoup sont de petites ou même très petites entreprises

au bord de la faillite. Mais celles qui peuvent tirer leur épingle du jeu le feront aux dépens de leurs salariés. Des travailleurs ont même dénoncé l'attitude de leur entreprise qui a mis une partie d'entre eux en chômage partiel et obligé les autres à dépasser les horaires, jusqu'à 12 heures de travail par jour, comme le rapporte le journal du PC grec *Rizospastis*.

Quant aux grandes sociétés cotées du bâtiment et de l'énergie, comme Mytilineos ou Ellaktor, citées par la presse économique, elles disent que « grâce à leurs fortes liquidités, elles vont s'arranger pour surmonter la crise ». En réalité pour le patronat, le moyen le plus simple reste le licenciement massif, favorisé par l'utilisation quasi permanente des contrats précaires. Fin mars, les employés des

services au sol des compagnies aériennes Swissport et Skyserv ont reçu par sms un avis les informant de leur licenciement pour les précaires et de leur mise en travail partiel à mi-salaire pour les travailleurs en CDI. La direction du groupe, pleurnichant sur la conjoncture, s'est excusée de ce message brutal à ses 300 travailleurs, trop nombreux disait-elle pour être prévenus individuellement!

Après dix ans de crise économique et de mesures drastiques imposées par les créanciers européens et mises en place par différents gouvernements, les droits des travailleurs ont déjà été largement amputés. Les dernières mesures laissent un peu plus les mains libres au patronat maintenant et dans l'avenir.

Sylvie Maréchal

Roumanie : un pays démuni face à l'épidémie

Alors que la Roumanie s'attend à connaître le pic de l'épidémie à la mi-avril, son gouvernement fait face à une vague de démission de personnels soignants.

C'est en particulier l'expression d'une réaction de sauve-qui-peut devant le nombre de soignants contaminés, des centaines sur près de 4 000 cas recensés début avril. Certains médecins et soignants roumains dénoncent une telle attitude, mais celle-ci reflète avant tout l'état du système de santé du pays. Alors qu'il y a 4,1 médecins pour 1 000 habitants en Italie, ils ne sont que 2,2 en Roumanie. Tous les pays connaissent un manque de masques, de tests, de blouses et de bien d'autres

équipements, mais la Roumanie, en parent pauvre de l'Europe, fait face à une pénurie encore plus importante.

Comme dans tous les pays européens, les programmes d'austérité se sont appliqués à la santé, le gouvernement a favorisé le secteur privé au détriment du système public, en première ligne face à l'épidémie. Mais le manque de médecins est aussi la conséquence de leur départ vers les pays plus riches de l'Union européenne. En 10 ans depuis 2007, date de l'adhésion de la Roumanie à l'Union

européenne, 25 000 d'entre eux ont quitté la Roumanie pour trouver ailleurs de meilleurs salaires et conditions de travail. L'Europe occidentale pallie en partie son manque de professionnels de santé en attirant ceux des pays plus pauvres de l'est de l'Europe.

Ajouté à cela, la Roumanie fait face depuis la mi-mars au retour massif de travailleurs expatriés, en particulier en Italie et en Allemagne, cherchant à fuir l'épidémie, refusant de se laisser piéger par la fermeture des frontières ou encore licenciés lors de la fermeture des entreprises. Le gouvernement a prétendu tester tous ceux qui reviendraient et imposer une quarantaine, mais il en est incapable dans les faits. Plusieurs millions de travailleurs pourraient rentrer car un cinquième de la population roumaine travaille à l'étranger. Les autorités répondent en menaçant d'une peine de 15 ans de prison ceux qui, contaminés, ne respecteraient pas les consignes sanitaires et le confinement.

Se servir des pays les plus pauvres comme réservoir de main-d'œuvre à bon marché, les priver de leurs médecins et de leurs structures de santé, est-ce là l'idéal européen?

Inès Rabah



Immense danger! Alerte! Alerte! Alerte!

Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 207 (avril-mai 2020):

- L'activité militante communiste au temps du coronavirus
- Le coronavirus et la mondialisation
- Guerre et chaos en Syrie: l'impérialisme à la manœuvre
- Haïti: la population sous la menace d'une dictature des gangs armés au profit des classes dominantes
- Comment le grand capital échappe toujours plus à l'impôt
- Annexe: Élections municipales: communiqué du 15 mars les résultats de Lutte ouvrière

Prix: 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,88 euro.



Hôpital psychiatrique de Navarre – Évreux : les soignants livrés à eux-mêmes

Le Nouvel hôpital de Navarre à Évreux est spécialisé en psychiatrie. Avec près de 300 lits, il est quasiment le seul établissement de ce type du département de l'Eure. En temps normal, hors situation épidémique, le personnel est déjà à la limite de la rupture, en particulier en terme d'effectifs.

Depuis l'épidémie de Covid-19 et les contraintes du confinement, le sentiment d'être abandonné par les autorités est encore plus fort. Plus de dix jours après le début du confinement, et alors que les risques épidémiques faisaient la une depuis des semaines, rien n'avait été organisé pour le personnel et les patients. Ce n'est pas spécifique à l'hôpital d'Évreux : aucun plan d'urgence n'avait été lancé dans les hôpitaux psychiatriques

par le gouvernement en prévision de la pandémie qui s'annonçait. Il a fallu attendre le week-end des 28-29 mars pour que des masques et du gel hydroalcoolique soient disponibles en quantité satisfaisante. Par contre, aucune tenue de protection complète n'a été distribuée et le travail a continué en simple blouse et pantalon de ville.

Le Covid-19 a bien fait son entrée dans l'hôpital. Un patient a été admis en

réanimation et cette première alerte a fait monter l'inquiétude. Quatre autres qui développaient de la fièvre ont été confinés dans une chambre à part. La seule initiative que la direction a prise a donc été d'ouvrir un service de patients contaminés et de jongler avec le personnel en déplaçant les soignants d'un service à l'autre au gré des effectifs. Pour limiter les contacts et les déplacements, la cafétéria a été fermée ; il n'y a plus d'animation et les deux petites salles télé par service, très fréquentées en ce moment, représentent la seule possibilité de distraction. Encore plus que d'habitude, malades et soignants sont confinés, ensemble, dans une promiscuité inévitable.

Du côté de la direction, c'est le service minimum. Elle a abandonné le navire, diront les plus en colère. Si la maladie semble contenue dans l'hôpital, c'est grâce aux équipes soignantes et à leurs initiatives car elles sont souvent restées seules à bord avec les patients.

Ce sont les personnels de base de l'hôpital qui ont trouvé des solutions pour ravitailler des malades en tabac ou en denrées alimentaires qui améliorent l'ordinaire. Ce sont eux qui ont repensé les prises de repas, la distribution des médicaments pour éviter au maximum la promiscuité. Ils ont fait apprendre des règles d'hygiène et des gestes barrières aux malades, dont certains ont des difficultés

à comprendre ce qui arrive. Quand les cadres de direction sont réapparus, ils n'ont eu qu'à officialiser ce qui avait été mis en place par les soignants et par ceux qui, épidémie ou pas, font tourner l'hôpital tous les jours.

À l'hôpital de Navarre, au temps du Covid-19, c'est comme d'habitude mais en pire. L'an dernier, un mouvement avait eu lieu parmi le personnel pour la création de 90 postes de soignants supplémentaires. La fièvre contestataire ne va pas diminuer tant l'arrivée de l'épidémie illustre la grande misère de la psychiatrie après des décennies d'économies aux dépens des personnels et des patients.

Correspondant LO



Devant l'hôpital Saint-Antoine à Paris.

Hôpital d'Hautmont : sanctionnée pour avoir demandé des moyens de protection

Dans l'hôpital d'Hautmont, dans le Nord, constitué d'un Ehpad, d'une unité Alzheimer et d'unités de soins de suite et de longue durée, un premier cas de Covid-19 a été suspecté le 1^{er} avril.

L'équipe syndicale SUD a alors écrit un mail à la direction demandant que masques et tests de dépistage soient fournis au personnel. Elle a dans un premier temps refusé en invoquant les protocoles habituels. Dans une deuxième lettre collective, les délégués ont alors averti que les salariés pourraient dans ce cas exercer leur droit de retrait.

L'idée même que des salariés puissent la juger responsable d'une éventuelle contamination a fait sortir la direction de l'hôpital de ses gonds. Et c'est lors de sa prise de poste, à 6 h 30, samedi 4 avril, devant ses collègues, que la directrice et le DRH ont informé une des

déléguées signataires de sa mise à pied immédiate.

Depuis, le soutien se manifeste parmi le personnel et bien au-delà de l'établissement. De son côté, la direction tente de faire signer dans l'hôpital une pétition déclarant que le personnel ne manque de rien pour travailler en sécurité. Contactée par la presse, elle a eu l'audace d'affirmer : « Cet agent a jeté le trouble et le discrédit sur notre action dans la gestion de cette crise. »

La direction de l'hôpital d'Hautmont ose s'en prendre à des salariés qui revendiquent de ne pas risquer leur vie en travaillant. C'est inadmissible.

Correspondant LO

Armée : des chars contre le virus ?

Les dirigeants de l'armée ont fait entendre leur protestation quand ils ont appris la fermeture, par suite du confinement général promulgué le 16 mars, de l'usine Arquus, ex-Renault Trucks de Vénissieux, filiale de Volvo.

Le problème pour ces messieurs de la Défense est que cette usine fabrique des éléments essentiels à la fabrication des chars d'assaut. Les usines Thales et Nexter, engagées dans cette production, elles aussi étaient arrêtées.

La réponse du ministère des Armées est vite arrivée. Pour lui, « l'activité des entreprises de défense doit continuer ». Malgré tout, les industriels ont pris leur temps, sachant les réticences qu'ils rencontreraient auprès



de leur personnel, rappelé pour produire des biens aussi vitaux que des chars d'assaut, et la production n'a repris qu'à la toute fin mars. Quant à l'usine de Vénissieux, en faisant son inventaire, elle a réussi à trouver nombre de chars d'assaut qu'elle a pu envoyer aux militaires impatientes.

L'épisode révèle la réalité, au-delà des grands

discours de Macron, sur « l'engagement formidable de l'armée dans la lutte contre la pandémie ». Pandémie ou pas, l'état-major veut ses chars d'assaut et autres matériels qui, à défaut d'aller tout de suite massacrer des populations, serviront à remplir les stocks, quitte à y rouiller avant d'être remplacés.

Paul Sorel



Nos lecteurs écrivent

À la recherche de matériel

Je suis infirmière libérale à Noisy-le-Grand, en Île-de-France. Depuis quelques semaines le quotidien est très difficile pour mes trois collègues et moi. Pour faire nos tournées, nous manquons de masques FFP2, plus efficaces que les masques chirurgicaux pour nous protéger et protéger nos patients.

L'État avait promis des masques, mais je n'ai eu que 18 masques

chirurgicaux la première semaine de confinement, et rien la deuxième semaine. Heureusement, un patient travaillant à EDF nous a donné dix masques FFP2. La troisième semaine, il a fallu que je me mette en colère à la pharmacie pour obtenir dix masques chirurgicaux et six FFP2.

Pour le gel hydroalcoolique, c'est aussi la débrouille. Pendant nos jours de repos, nous démarchons

les pharmacies de Noisy et ses alentours pour reconstituer un stock suffisant pour une semaine. Je manque aussi de charlottes et de surblouses.

Au lieu de nous concentrer sur notre travail de soignants, nous perdons notre temps et notre énergie à chercher du matériel de protection. Pour combien de temps encore ?

Une infirmière en colère

FedEx – Roissy : les travailleurs en danger

Le hub européen de FedEx, géant mondial du transport de paquets qui a ses propres avions, se trouve à Roissy en France, sur la zone aéroportuaire. Cette entreprise n'a jamais arrêté son activité, arguant qu'elle achemine des médicaments.

Bien entendu, FedEx transporte aussi et surtout énormément d'autres paquets, qui eux n'ont pas de caractère essentiel. Le site de Roissy compte autour de 3 000 travailleurs, dont 2 500 embauchés par Fedex et 500 prestataires.

Pour entrer sur le site chaque travailleur doit faire une reconnaissance digitale : tous posent leur doigt sur le même appareil, ce qui semble un excellent moyen de transmettre le coronavirus ! Sous la pression, la direction a fini par mettre en place deux flacons de solution hydro-alcoolique, mais pas de masques alors que des centaines de travailleurs font la queue plusieurs fois par jour dans le hall d'entrée, avec des agents de sécurité encore plus exposés puisqu'ils y restent bien plus longtemps. Des bruits ont vite couru sur des cas d'infection avérés, il y a eu des malaises sur place,

même un cadre est malade.

Mercredi 18 mars, un débrayage de protestation avait mobilisé des dizaines de travailleurs sur les différentes équipes, mais ils restaient minoritaires. Par contre un certain nombre de travailleurs se sont mis en arrêt maladie. Les chefs s'arachent les cheveux depuis des semaines pour réorganiser l'activité, avec des travailleurs qui se sentent piégés entre la peur de perdre leur travail et celle d'être contaminés. Le nombre d'intérimaires a été doublé pour pallier les absences. Comme d'autres, la direction a proposé une prime de 1 000 euros, mais certains travailleurs, révoltés, rétorquaient qu'un cercueil vaut plus cher.

Le 26 mars, l'inquiétude et la rage ont encore augmenté lorsque les travailleurs du site ont reçu un message de la direction annonçant la mort, deux jours plus tôt, d'un intérimaire



Fedex Roissy.

de Manpower, infecté par le coronavirus, à l'issue de sa mission d'une semaine. Les syndicats de l'entreprise alertaient la direction puis l'inspection du travail depuis plusieurs semaines. La CGT de Manpower a alors déclenché samedi 28 une procédure de danger grave

et imminent, suivie par celle de cinq autres entreprises d'intérim.

Les sociétés d'intérim se sont engagées depuis lundi 30 à ne plus envoyer de salariés sur place. Mais le travail a continué sur le site, malgré la mise en demeure de prendre les mesures

sanitaires nécessaires faite par l'inspection du travail. Loin de prendre ces mesures et de fournir aux travailleurs le matériel sanitaire adéquat la direction de FedEx a déposé un recours suspensif contre la mise en demeure!

Correspondant LO

RATP bus : bas les masques

Après avoir refusé le port d'un masque pour les travailleurs de la maintenance, des bus et du métro, la RATP les distribue depuis mercredi 8 avril, plus d'un mois après que cela eut été demandé.

Ce ne sont que des masques chirurgicaux, qui n'offrent pas la protection des FFP2.

Pour justifier ce retournement, la direction parle de « l'évolution des positions de la communauté médicale

mondiale suite à l'expérience des constats faits en Asie notamment ». Le virage lui est dur à prendre après qu'elle a répété que cela ne servait à rien, voire que c'était non sécuritaire pour la conduite des bus. Apparemment la

direction pensait qu'on met le masque sur les yeux. La hiérarchie doit maintenant ravalier tout son discours.

Il y a même eu des cas où des chefs avaient menacé de suites disciplinaires ceux qui en auraient mis. D'ailleurs, au fil des jours, les travailleurs de la RATP étaient de plus en plus nombreux à mettre un masque,

fait maison.

La direction avait distribué un kit d'intervention en cas de malaise voyageur avec deux masques, à utiliser en cas de problème. La pression montait et certains travailleurs disaient : « on les met ».

L'écoeurement des travailleurs est grand, surtout après la mort de deux sala-

riés dont le dernier n'avait que 37 ans. Il était agent de sécurité, sportif, et avait d'ailleurs exercé un droit de retrait, face aux conditions de travail dans des locaux exigus et des véhicules d'intervention où l'on passait des heures à plusieurs.

La RATP fait tout avec dix mètres de retard!

Correspondant LO

Prédateurs capitalistes : les exproprier, c'est tout!

À l'heure où il est beaucoup question de relocalisations et de nationalisations – à grand renfort de cocoricos – la pénurie de matériel médical montre surtout une chose : l'aberration qu'il y a à laisser les capitalistes régenter l'économie.

Deux exemples sont particulièrement édifiants : l'usine Luxfer, dans le Puy-de-Dôme, qui produisait des bouteilles d'oxygène, et l'usine de masques respiratoires jetables Honeywell, dans les Côtes-d'Armor, qui fabriquait des masques FFP2 pliables.

L'usine Luxfer, anciennement Péchiney, a commencé à fabriquer des douilles d'obus et des bouteilles de gaz en 1939. L'usine vendait des bouteilles d'oxygène en Europe, en Asie, en Afrique, et enregistrait un bénéfice

net d'un million d'euros en 2018. Las, ce n'était pas assez pour ses actionnaires, des fonds de pension internationaux, qui en la fermant en mai 2019 ont laissé 126 travailleurs sur le carreau. Une cinquantaine d'anciens se sont démenés en vain pour obtenir le droit de créer une coopérative, puis se sont relayés pour occuper le site, afin d'empêcher que les ferrailleurs ne viennent démanteler les presses. Confinement oblige, ils ont maintenant dû quitter les lieux. Plusieurs machines

ont déjà été détruites à la demande de la direction. Celle-ci voulait fermer le site, mais certainement pas se retrouver avec de la concurrence dans un secteur en plein essor.

L'usine de masques respiratoires jetables Honeywell, quant à elle, fabriquait des masques FFP2 pliables. En 2009, lors de l'épidémie de H1N1, l'État français lui avait commandé des dizaines de millions de masques. Mais après cette livraison, en 2011, le site a été vendu plusieurs fois. Son dernier propriétaire, le groupe américain Honeywell, l'a fermé en novembre 2018. Et les machines ont été déjà concassées.

Des dirigeants de gauche comme Mélenchon (LFI), Chassaigne (PCF) et Faure (PS) ont lancé une pétition demandant la réouverture et la nationalisation de l'usine Luxfer. Mais, si cette pétition aboutissait, nul doute que l'État indemniserait grassement les actionnaires, qui pourraient

aller placer leur argent ailleurs et, au fond, ils ne demandent certainement pas mieux.

Tout ce que méritent ces capitalistes, c'est d'être expropriés par les travailleurs, seule façon de mettre l'économie réellement au service de la population.

Line Kovic

Sans-abri à la rue, hôtels vides

À Las Vegas, capitale américaine des casinos, il y a aussi beaucoup de sans-domicile. Pour les confiner, la municipalité a choisi un parking, y a fait peindre des rectangles au

sol, un pour chacun. Les SDF y dorment sur le bitume, alors qu'en ville, il y a 11 000 chambres d'hôtel vides ! C'est sordide, caricatural, mais c'est ça aussi le capitalisme.

Orange: la colère se transmet, même en télétravail!

Chez Orange, la direction n'a pas tardé à montrer la valeur des remerciements qu'elle envoie presque tous les jours aux salariés.

Dans les différentes parties du groupe, elle a en effet cherché à conclure des accords avec les organisations syndicales, afin de pouvoir utiliser à sa guise les ordonnances du gouvernement.

Pendant les discussions concernant les salariés de la maison mère, des pétitions à l'initiative de syndiqués CGT ont été mises en place. Elles affirment que «les salariés ne veulent pas payer la facture» et mettent en avant les 2 milliards de dividendes que le groupe

s'engage à verser aux actionnaires en 2020.

Rien qu'en deux jours, ces pétitions ont réuni 200 signatures, notamment auprès de ceux qui sont en télétravail. En effet, celui-ci n'empêche pas les discussions d'exister à travers les multiples façons de se réunir et de se parler, par téléphone bien sûr mais aussi avec la messagerie de l'entreprise et les moyens de téléconférence.

Finalement, la direction n'a pas pu trouver suffisamment de syndicats

signataires pour imposer ses mauvais coups. Elle a donc dû utiliser un accord existant pour imposer six jours de RTT en avril, et laisse aux chefs le soin de refuser les prises de congés ensuite, ce que beaucoup n'ont pas envie de faire. Le tout a été annoncé par le PDG Stéphane Richard expliquant aux salariés qu'«il faut faire collectivement des efforts».

Orange ayant tenu à ce jour à préserver les dividendes promis aux actionnaires, cet argument fait bondir beaucoup de travailleurs.

Correspondant LO

SFR: haut débit pour les profits

Les syndicats CGT et Sud ont appelé à la grève les 8 et 9 avril pour dénoncer le chômage partiel à SFR.

Depuis le 23 mars, près de 5000 travailleurs sur un peu plus de 10000 du pôle Télécom SFR du groupe Altice France ont été mis en chômage partiel.

Cela a provoqué un tollé car, depuis une semaine, une grande partie d'entre eux avaient été mis en télétravail dans le cadre du confinement.

Qu'un trust aussi riche que SFR utilise l'argent de l'État pour payer des salariés dans le cadre du chômage partiel, c'est déjà choquant. Mais qu'en plus, il refuse comme bien d'autres entreprises de combler la perte de 16% du salaire,

cela devient carrément révoltant.

L'argent coule pourtant à flots dans ce groupe puisqu'Altice France a réalisé 4,2 milliards de profits pour l'année 2019, en augmentation de plus de 10% par rapport à 2018. Si les 600 boutiques du groupe qui emploient environ 2500 salariés sont fermées, les clients continuent toujours à payer les abonnements et l'activité a explosé du fait de l'usage massif des réseaux en cette période.

Le mécontentement de beaucoup de travailleurs est aussi aggravé par la direction de SFR qui en a

tellement mis en chômage partiel que ceux qui restent en activité ont vu leurs charges de travail exploser. Du coup, ils ne peuvent même plus répondre correctement aux problèmes des clients et il est de plus en plus compliqué d'exécuter la maintenance du réseau, avec le risque que celui-ci sature.

La ministre du Travail Pénicaud a fait mine de s'offusquer un peu en disant que le recours au chômage partiel donnera lieu à des contrôles après coup. Autant dire que les actionnaires de SFR et des autres groupes capitalistes peuvent continuer à dormir sur leurs deux oreilles!

Arnaud Louvet

Grande distribution: notre santé n'est pas à vendre

De nouveau, un travailleur de Carrefour est décédé des suites du Covid-19.

La CGT commerce renvoie pour l'instant neuf décès liés au coronavirus dans le secteur, ainsi que 876 cas de contamination avérés. La situation dramatique perdure dans le commerce. Si des mesures de précautions sont mises en place, cela reste largement du saupoudrage, insuffisant pour protéger contre l'épidémie. Les travailleuses partent le matin la peur au ventre.

Les masques ne peuvent être efficaces que quatre heures. Alors toute une journée de travail, n'en parlons pas. Le reste du travail est tout aussi problématique. Les caddies et les paniers sont des nids à virus. Ni pour cela, ni pour les allées des magasins, les rayons, ni pour les réserves, le

nettoyage n'est suffisant.

Aucune direction d'enseigne ne donne des informations suffisantes sur le nombre de malades, sur les contaminations possibles. Les travailleurs sont envoyés en première ligne sans avoir les moyens de savoir ce qu'ils risquent réellement.

La CGT du commerce et des services a d'ailleurs appelé à faire grève à partir du 8 avril contre l'insuffisance des moyens de protection, les métiers de la sécurité et les services en général.

Aucun de ces groupes ne prévoit des embauches, alors qu'elles seraient indispensables pour améliorer les conditions de travail. Il n'y a toujours pas assez de personnel pour avoir le

temps de remplir les rayons, pour encadrer au maximum les clients. Et bien entendu, il n'est question en aucun cas d'augmenter les salaires.

De ce fait, les groupes escomptent des bénéfices en hausse. Ils n'ont pas vraiment diminué les horaires, ce qui aurait permis que les travailleurs se reposent plus. Et pire même, les grands groupes répercutent l'augmentation des prix des fruits et légumes, afin de ne pas toucher à leurs bénéfices. Il est à parier qu'ils seront parmi les grands bénéficiaires de cette crise.

Sauf si les caissières, les magasiniers, les agents d'entretien et tous ceux dont ils utilisent le travail pour s'enrichir décident de leur rendre la monnaie de leur pièce.

Marion Ajar



SELMER

Selmer - Mantes-la-Ville: non à la réouverture

L'usine Selmer qui fabrique des saxophones et des clarinettes haut de gamme à Mantes-la-Ville dans les Yvelines envisage de recommencer à produire.

Les ouvriers, actuellement au chômage technique, ont reçu un mail leur demandant s'ils étaient prêts à revenir travailler le 15 avril, et sinon quelles seraient leurs justifications, manière de faire pression sur eux. Mais dans cette usine qui emploie près de 500 personnes, les outils et les instruments passent de main en main. En plus, les instruments de musique fabriqués sont systématiquement essayés, c'est-à-dire qu'un musicien souffle dedans puis le rend à la personne qui l'a monté pour qu'elle le démonte et fasse des réglages. Autant dire

que les gestes barrières semblent bien difficiles à mettre en place.

Si la direction n'ose pas mettre en avant le caractère vital de sa production, sa communication évoque la mise en péril d'une petite entreprise. Mais Selmer, leader mondial dans sa catégorie, appartient depuis 2018 à un fonds d'investissement européen (Argos Wityu) qui possède une vingtaine d'entreprises moyennes en Europe...

Alors il n'est pas question que les ouvriers risquent leur vie pour fabriquer des instruments de musique!

M.Z.



Nos lecteurs écrivent Insécurité à La Poste

Je travaille à La Poste, sur une plateforme de distribution du courrier à Marseille. Au début du confinement, nous travaillions un jour sur deux, pour diviser par deux le nombre d'agents présents en même temps. Depuis le 1^{er} avril, nous sommes tous présents le mercredi, jeudi et vendredi. Cela veut dire plus d'une centaine de postiers qui se côtoient sur le même lieu de travail, se croisent à l'entrée comme à la sortie du site, et cela augmente le risque de contamination de tous.

Par contre, la direction a décidé que les cadres ne

se réuniraient pas à plus de cinq dans une même pièce. Y aurait-il deux poids, deux mesures? La Poste devrait garantir la santé et la sécurité de tous ses agents.

Une collègue en CDD vient de contracter le Covid-19. Elle cumulait deux emplois pour compléter son petit salaire, augmentant le risque d'être contaminée. Bien sûr, elle ne l'aurait pas fait si elle avait eu un salaire décent. La précarité, il faudra s'en débarrasser tout autant que du virus!

Un lecteur de Marseille

PSA Peugeot Citroën : les attaques se multiplient

La direction de PSA se sert des dernières ordonnances du gouvernement pour remettre brutalement en cause les congés payés de l'ensemble des travailleurs des usines de fabrication.

Comme chaque année, toutes ces usines ainsi que l'ensemble des sous-traitants et fournisseurs automobiles devaient fermer trois à quatre semaines fin juillet, début août.

Mais, comme toutes les entreprises du pays, la direction de PSA prend le prétexte du Covid-19 pour réduire les congés à deux semaines et pour les décaler en fonction des besoins de sa production.

Bon nombre de travailleurs se sont déjà engagés dans des locations ou ont pris leur billet d'avion, notamment les travailleurs immigrés ou d'origine étrangère. Mais cela ne compte absolument pas pour la direction. Ces dépenses sont à leur charge, elle annonce qu'elle ne remboursera pas

un centime.

La direction applique la même philosophie pour les indemnités du chômage partiel. Pour compléter l'indemnité du salarié concerné, jusqu'à 98% du salaire, la direction va prendre un jour de congé à chaque ouvrier et chaque technicien et deux jours aux cadres par mois de chômage. Ainsi ce sont les travailleurs qui doivent être solidaires entre eux. En revanche, les intérimaires ne sont pas concernés par ces mesures et vont se retrouver avec 16% de salaire en moins. Pour bon nombre d'entre eux, cela fera des payes à moins de mille euros.

Les actionnaires de PSA ne sont évidemment pas mis à contribution. La solidarité, ils ne la pratiquent

qu'entre eux et avec leur portefeuille. Et comme « charité bien ordonnée commence par soi-même », ils vont se voter le 25 juin prochain, lors de leur assemblée générale annuelle, le versement de 1,1 milliard d'euros de dividendes au titre de l'année 2019.

Pour que leurs profits de 2020 soient le moins possible écornés, la direction de PSA se prépare – à partir du 14 avril – à rouvrir ses usines pour fabriquer des voitures malgré la situation sanitaire, au détriment de la santé des travailleurs et au mépris de la santé publique.

Face à l'intensification de la guerre que leur mènent ces capitalistes, les travailleurs ne pourront compter que sur leur conscience, leur mobilisation et leur détermination à défendre leur peau.

Correspondant LO



À Metz et Trémery : PSA garde ses masques

Dans la perspective de redémarrer les usines de Metz et de Trémery, la direction PSA affirme qu'elle a assez de masques pour permettre aux salariés de travailler pendant un mois.

C'est un aveu : sachant qu'elle prévoit au moins deux masques par jour et par salarié, elle aurait donc un stock ou en tout cas la possibilité de fournir aux usines de Metz et Trémery 200 000 masques.

Alors que tous les

hôpitaux de Moselle craquent, que la blanchisserie industrielle située à quelques centaines de mètres de l'usine de Metz-Borny n'a pas de masques, PSA en a donc en réserve pour produire des moteurs et des boîtes de vitesse!

On marche sur la tête. Les masques doivent aller d'abord à ceux qui sauvent des vies, et non servir à produire des voitures pour sauver les profits capitalistes.

Correspondant LO

ArcelorMittal – Florange : le virus du profit ferme la cokerie

ArcelorMittal a annoncé lundi 6 avril la fermeture définitive de la cokerie de Serémange-Erzange en Lorraine. 173 emplois directs vont être supprimés, sans compter les intérimaires et les sous-traitants.

La cokerie alimentait en coke les hauts fourneaux de Dunkerque – après avoir fourni pendant des décennies ceux de Florange fermés depuis 2012.

Le prétexte de cette fermeture est la crise sanitaire du coronavirus qui provoque une baisse de la demande d'acier. Du coup, la cokerie de Dunkerque suffirait à fournir les hauts-fourneaux qui auraient un an de stock.

Par ailleurs, Arcelor, écologie oblige, explique

qu'une cokerie rejette beaucoup de CO² dans l'air. Alors la fermeture lui permet de réduire les émissions du groupe. Il en profite aussi pour fermer une installation source de plusieurs pollutions dans la vallée de la Fensch par manque d'entretien et d'investissement.

Mais la vraie raison est financière. Le coke de Lorraine coûte plus cher à produire car il faut apporter le charbon, qui n'y est plus extrait, et faire voyager jusqu'à Dunkerque le coke

fabriqué.

ArcelorMittal fait payer par l'État le chômage partiel dans ses usines mises en partie à l'arrêt. En échange, le gouvernement lui demande de ne pas licencier.

Mais ce patron, qui depuis bien longtemps montre que c'est lui qui décide, n'en a cure : Sarkozy promettait de s'opposer à la fermeture de l'aciérie de Gandrange et Hollande à celle des hauts-fourneaux de Florange. Les deux ont fermé.

Les présidents et les ministres parlent, les capitalistes décident en fonction de leurs seuls intérêts.

Correspondant LO

Amazon – Lauwin-Planque : sécurité impossible

Aux entrepôts Amazon de Lauwin-Planque, près de Douai, dans le Nord, 200 salariés se sont mobilisés contre la direction, jugeant à juste titre qu'elle leur faisait courir un danger de contagion par le Covid-19.

Comme beaucoup de travailleurs d'Amazon, ils ont en particulier utilisé leur droit de retrait

Coup sur coup, le ministère du Travail et la direction d'Amazon ont déclaré que le droit de retrait n'était pas justifié. La direction a refusé de payer les salaires et fait venir des intérimaires pour remplacer les départs.

Le ministère n'y a trouvé rien à redire. Mais, sans

doute pour ne pas paraître trop complice, il a rappelé qu'« Amazon devait veiller à la santé et à la sécurité de son personnel ». La ministre du travail elle-même, Murielle Penicaud, a ajouté « qu'à Amazon, tout n'était pas fait pour cela ».

Elle s'est pourtant bien gardée d'envoyer la police verbaliser les directeurs, comme le gouvernement le fait pour ceux qui sortent un peu trop dans les rues!

C'est une invitation à continuer et Amazon fait semblant d'obtempérer... Les briefings ou réunions d'équipes sont supprimés. Des repères ont été créés au sol pour inciter à garder les distances, ne pas tenir la rampe d'escalier n'est plus sanctionné, des masques sont distribués...

Le lundi 6 avril, deux nouveaux travailleurs ont été reconnus atteints du Covid-19, et affirment qu'ils n'ont pu l'être qu'au travail. La direction a alors fait appel à des « safety angels », littéralement des anges de la sécurité, « volontaires

pour l'aider au rappel et au respect des règles de distanciation sociale sur le site ». Amazon a menacé de sanctionner des travailleurs qui ne respecteraient pas les gestes barrières. Toutes les 30 minutes, les haut-parleurs rappellent « qu'il faut les respecter ». On entend aussi que « les salariés volontaires bénéficieront d'une prime de mission niveau T3 », une prime proche de celles des managers! Ces anges seraient plutôt des délateurs, les conditions étant impossibles à respecter vu les cadences!

Et pour cause, les com-

mandes sont supérieures à la période de Noël, puisque Amazon supplée les nombreux magasins fermés. Alors, il n'y a pas moyen de ne pas se côtoyer, de ne pas se croiser.

Comme dans tous les lieux de travail, les travailleurs devraient être seuls juges de ce qu'ils peuvent accepter ou refuser.

Dans un premier temps, il faut ralentir les cadences. Il n'est pas question d'accepter de travailler les uns sur les autres. Les profits attendront, la santé d'abord!

Correspondant LO

FRED MARVAUX / REA



SNCF : les pressions de la hiérarchie

À la SNCF en général et à Réseau en particulier, les directions voudraient bien que les cheminots reprennent le travail rapidement. Bon nombre d'entre eux ne sont pas arrêtés du tout : les tournées d'inspection des aiguillages et autres postes d'alimentation ou caténares ont une utilité certaine.

Au-delà, de plus en plus d'équipes se voient demander par leur chef des volontaires, là pour faire l'entretien d'un engin, ici pour préparer un chantier d'aménagement d'une voie, voire pour le nettoyage d'un local de rangement.

En fait, la direction nationale a laissé toute latitude aux directions locales de déterminer ce qui leur semble prioritaire et du

coup, de fil en aiguille, on peut se retrouver à recevoir un appel de son chef pour faire des opérations loin d'être prioritaires.

Les équipes sont souvent petites et il est vrai que travailler à deux ou trois n'est pas comparable aux concentrations dans les usines ou les entrepôts. Alors certains chefs disent qu'il n'est pas plus dangereux de venir faire une vidange sur un

engin que d'aller faire ses courses. Mais la vraie question est de savoir s'il s'agit d'opérations prioritaires et indispensables au fonctionnement de la SNCF. La direction met en avant la continuité du service public ; venant de ceux qui s'ingénient à le détruire, ce serait risible si la situation n'était pas si dramatique.

Pour ceux qui doivent travailler, la direction a mis plus de 15 jours pour éditer des fiches de sécurité expliquant, suivant les travaux à effectuer, les différents gestes à mettre en place pour rester en sécurité. Mais de toute façon la moitié des opérations

prévues ne peuvent pas se faire dans les conditions décrites, le matériel de protection étant insuffisant. Ainsi, dans le secteur de Paris-Montparnasse, un lot de 2000 masques est arrivé... pour plus de 300 travailleurs sur le terrain ! Sans parler des premières lingettes reçues, censées désinfecter les postes, véhicules, outils etc., mais qui n'étaient pas virucides.

En réalité, comme l'ensemble des patrons, la SNCF voit d'un mauvais œil tous ces salariés obligés de rester en confinement et elle voudrait bien que le travail reprenne.

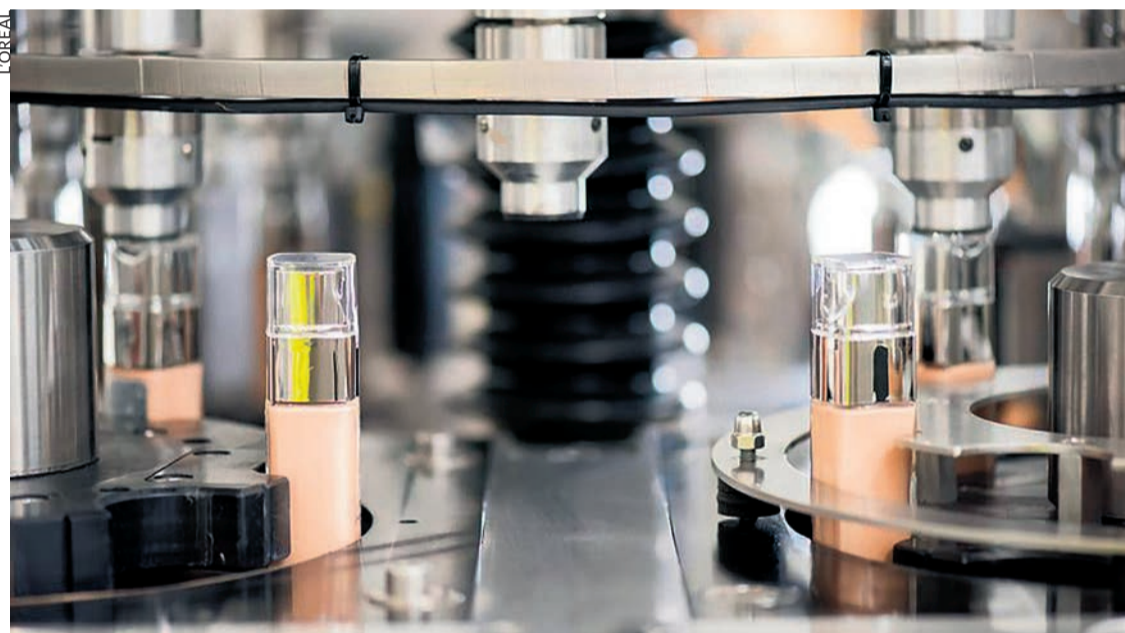
Et lorsque ce n'est pas

possible, elle voudrait que les travailleurs en paient le prix. Ainsi, dernièrement, la DRH du groupe SNCF a communiqué à l'ensemble des salariés que, dans un prétendu souci de responsabilité et afin d'assurer la reprise des activités à la fin de la période de confinement, l'ensemble des salariés, sauf ceux en maladie, devraient poser cinq jours de repos d'ici la fin du mois d'avril.

Remettre les salariés au travail, leur voler des jours de congés, voilà ce que l'on appelle le sens des responsabilités à la SNCF !

Correspondant LO

L'Oréal : liberté des profits même sous l'épidémie



Fabrication de fond de teint dans une usine L'Oréal.

Les dirigeants du groupe L'Oréal ont annoncé qu'ils ne recourront pas au chômage partiel en France jusqu'à fin juin. Pour un groupe du Cac 40 qui a fait près de 4 milliards de profits, c'est encore heureux.

Selon la direction, 3000 salariés sont en arrêt d'activité sur les 13400 en France. Ils toucheront leurs rémunérations brutes mais pas les primes usuelles.

Ceux qui ne sont pas en arrêt sont en télétravail ou, pour un nombre réduit d'entre eux, en déplacement au volontariat sur les sites. Tous ceux-ci, bien qu'ils ne se consacrent qu'à des produits cosmétiques, sont ouverts depuis déjà trois semaines que le confinement a été mis en place, la direction voulant être la première sur le marché dès qu'il y aura la reprise.

Elle est prête pour cela à faire se déplacer inutilement des salariés, qui risquent de tomber malades. Le fait qu'il n'y a pas assez de respirateurs ni de

lits dans les hôpitaux pour faire face à l'épidémie n'a pas de poids sur cette décision d'ouverture.

De plus, la direction vient de demander aux salariés de sacrifier volontairement cinq jours de congé. La pression des responsables d'équipe est forte pour qu'ils se portent « volontaires ». La direction du personnel avait d'ailleurs déjà anticipé en empêchant des salariés à la mi-mars d'annuler leurs congés prévus en avril.

Tout cela serait par solidarité, dit la direction. Mais en quoi prendre des jours de confinement sur les congés diminuerait le nombre de malades dans les hôpitaux ?

L'entreprise a aussi annoncé à grand bruit qu'elle se mettait à produire du gel hydroalcoolique. Au vu

des quantités annoncées, on se doute que cela ne concernera pas l'ensemble des usines. La majorité de celles-ci, centrales d'expédition et laboratoires de recherche sont ouverts pour se dédier à la « continuité du business », comme disent les directeurs.

Ils continuent à produire les maquillages, produits de soin et autres colorations pour la vente. Un des dirigeants a déjà exprimé sa satisfaction que la Chine soit déconfinée, car enfin sa population va pouvoir de nouveau acheter du gel douche, du shampoing et de la coloration.

Alors oui, pas de doute, ce qui guide cette entreprise capitaliste est bien exclusivement la recherche du profit des actionnaires, dont la famille Meyers-Bettencourt fait partie avec ses 39 milliards d'euros de fortune déclarée.

Correspondant LO

Disneyland - Paris : son univers impitoyable

Début 2020, Disneyland Paris avait planifié quatre spectacles jusqu'en juin et recruté plus de 350 intermittents : comédiens, danseurs, cascadeurs, personnels techniques. Mais avec la fermeture du parc, la direction vient de les jeter comme des malpropres.

Au début du confinement, Disney leur avait proposé le chômage partiel à partir du 1^{er} avril, comme aux 15000 salariés du parc. Ils devaient percevoir 84% de leur salaire net payé par l'État, les 16% restants étant versés par Disney, jusqu'au 19 avril seulement.

Mais fin mars, des intermittents ont reçu des appels téléphoniques leur demandant de rompre leur contrat. Mercredi 1^{er} avril, la DRH de Disney leur a envoyé un mail afin de procéder à « une rupture anticipée amiable du contrat de travail » à compter du 1^{er} avril, leur demandant de « bien vouloir confirmer [leur] accord avant le 2 avril ». La majorité ont refusé, préférant toucher le chômage partiel jusqu'en juin mais ils prenaient le risque de fâcher Disney et

d'être mis sur liste noire par le groupe.

Samedi 4 avril, Disney a finalement mis fin aux contrats de tous les intermittents. Ainsi ils se retrouvent au chômage et, de plus, ils ne pourront pas justifier d'avoir travaillé 507 heures en un an, obligatoires pour garder leur statut d'intermittents.

En 2018, Disneyland Paris a affiché un bénéfice net de 255 millions d'euros. Les actionnaires doivent leur fortune au travail des 15000 salariés du site et des centaines d'intermittents. La moindre des choses aurait été que, dans une période de crise sanitaire aussi angoissante, les travailleurs aient leur emploi et leur salaire garantis.

Julie Lemée



Dans les coulisses, c'est une autre ambiance...

Inspecteurs du travail : confinés ou en garde à vue ?

Le 30 mars, la Direction générale du Travail (DGT), rattachée au ministère du Travail, a rappelé à l'ordre les antennes d'inspection du travail pour qu'elles limitent au maximum les initiatives pouvant conduire à la fermeture d'une entreprise ou au droit de retrait des salariés.

« L'injonction de cesser immédiatement toute activité [donnée à une entreprise par l'inspection du travail] n'a aucune base juridique et, par suite, est de nature à

engager la responsabilité du service et/ou de son signataire », conclut le directeur de la DGT, Yves Struillou, dans des consignes dénoncées par la CGT du ministère du Travail.

Les inspecteurs du travail sont priés de respecter le confinement, de se contenter de donner des conseils par téléphone et de respecter les délais de procédure en matière de prévention des risques, c'est-à-dire plusieurs semaines pour la fermeture

d'une entreprise après une décision de justice. Les déplacements sur les lieux de travail ne se font qu'en dernier recours et sous le contrôle d'un responsable de l'antenne enclin à faire respecter les consignes de l'administration.

Le ministère du Travail veut garder un œil sur l'inspection du travail et le confinement du personnel des antennes permet finalement une mise à l'écart en douceur.

Boris Savin



Nos lecteurs écrivent La lutte de classe au ministère aussi !

Depuis le début de la crise sanitaire, on constate une multiplication des pressions du ministère sur les agents de l'inspection du travail, dès lors qu'ils interviennent au sujet des mesures de prévention à prendre pour protéger les travailleurs.

Certains agents ont été convoqués séance tenante par l'encadrement supérieur pour être intervenus vis-à-vis de grands groupes qui ne respectaient pas forcément les précautions sanitaires. Des mails menaçants

ont été envoyés aux agents par des directeurs zélés. Le syndicat CGT a même été menacé de dépôt de plainte par le directeur général du Travail pour avoir proposé aux agents des lettres type à envoyer aux entreprises, sur les précautions sanitaires non respectées.

De son côté, le ministère a édité des guides « de bonnes pratiques » par secteurs d'activité, qui ne sont que la reprise des recommandations des fédérations patronales et visent à écarter l'application de dispositions

plus protectrices du Code du travail. La ministre elle-même est intervenue publiquement, plusieurs fois depuis le 8 mars, pour dire que le droit de retrait était très rarement justifié pour les travailleurs !

Dans bien des services du ministère du Travail, aucun dispositif n'a été mis en place pour transférer efficacement les appels téléphoniques des salariés vers les agents de contrôle, qui sont pour la plupart placés en télétravail. Et pour ce qui est de leur travail sur

Modération des dividendes ? Pas chez Total !

L'entreprise Total n'a que faire des paroles creuses de Bruno Le Maire sur la « modération » dans le versement des dividendes aux actionnaires.

Elle vient d'annoncer qu'elle leur versera, comme prévu le 1^{er} avril, le troisième quart des dividendes calculés sur l'année 2019, c'est-à-dire 1,8 milliard d'euros, somme en hausse de 6 % par rapport à 2018. Et si elle affirme renoncer à sa politique de rachat d'actions, il n'y a là aucune intention « vertueuse » : c'est juste que, dans la conjoncture économique actuelle, cela est moins

rentable pour les gros actionnaires.

Dans le même temps, Total a annoncé 745 millions d'euros d'économies sur les coûts d'exploitation, à commencer par le gel immédiat des recrutements. En six ans, les coûts de production ont déjà été divisés par deux, une diminution obtenue en augmentant par contre l'exploitation des travailleurs !

On voit bien que les rodomontades du gouvernement n'ont absolument aucun effet sur les capitalistes.

M. R.

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Bénin : un champ viral fertilisé par l'impérialisme

Au Bénin, ce pays de l'Afrique de l'Ouest, de près de 12 millions d'habitants, les populations informées par les expatriés et les réseaux sociaux ont commencé à s'inquiéter de la propagation du virus, malgré les assurances du gouvernement.

Avant les premières mesures sanitaires officielles, des parents ont pris les devants en retenant leurs enfants à la maison. Des syndicats, des professionnels de santé ont appelé à la fermeture des écoles, mais le gouvernement rassurait au point de conforter l'idée relativement répandue d'une « maladie de blancs ». Contrairement aux fanfaronnades gouvernementales, les professionnels de santé ont fait œuvre de pédagogie, en développant l'idée que le virus est certes parti de Chine, mais contamine tous les pays sans discrimination de races.

Ainsi à l'université D'Abomey-Calavi, en banlieue de la capitale Cotonou, les forces de répression ont tiré le 24 mars sur un groupe d'étudiants, tuant l'un d'entre eux. Leur tort

était d'exiger la fermeture de l'université devant l'absence du strict minimum de mesures sanitaires sur le campus : ni point d'eau pour se laver les mains, ni gel hydroalcoolique. Ils incitaient par ailleurs leurs camarades à quitter les amphithéâtres bondés, refusant « d'attendre le pire avant de prendre des mesures fortes ».

C'est dans ce contexte que le gouvernement a fini par fermer les lieux de culte, puis les écoles.

En temps ordinaire déjà, les hôpitaux, en nombre insuffisant, manquent de tout. Les malades sont livrés à eux-mêmes. L'hôpital ne fournit ni la nourriture ni les médicaments. Le personnel soignant ne s'occupe pas des soins d'hygiène. C'est à la famille de s'en charger. Elle doit aussi payer les traitements, si elle en a les

moyens. Pour se procurer un traitement médical, il faut souvent faire le tour de plusieurs pharmacies dans plusieurs villes ou se le faire envoyer de l'étranger. Ce qui est difficile dans les circonstances actuelles.

Les familles des patients s'installent dans la cour de l'hôpital pour préparer les repas, laver le linge. Il n'y a pas assez de lits, de chambres. Les malades et les accompagnants sont dans les couloirs, à même le sol.

Comment appliquer les gestes barrières dans ces conditions ?

Avec la mise en place depuis le 30 mars de « cordons sanitaires » autour des grandes villes, la fermeture des frontières, la population va de plus devoir se débrouiller avec les maigres moyens locaux.

Un premier décès par infection au Covid-19 est avéré. Il s'agit d'une femme qui a séjourné au Cameroun. Rentrée au Bénin, en passant par le Togo, elle a

repris ses activités de commerçante au grand marché de Cotonou avant que la maladie se déclare. Soignée dans une clinique privée, elle est décédée lundi 6 avril. Contactées par le médecin en charge de la patiente, les autorités ont mis plusieurs jours avant de venir effectuer le test validant le Covid-19. Le virus a pu contaminer la famille, les soignants et bien d'autres.

Dans les médias, le président Patrice Talon et ses ministres continuent de vanter leur « stratégie contre

le virus » et « leur amour du peuple ».

Le 3 avril Emmanuel Macron, en représentant en chef de l'impérialisme français, a réuni une dizaine de dirigeants africains en conférence téléphonique.

Ils craignent une montée de la colère populaire qui pourrait déstabiliser les régimes en place. Que souhaiter de mieux, si ce n'est que le vieux fatras du système capitaliste disparaisse avec eux ?

Michel Tinas

Syrie : pendant l'épidémie, la guerre continue

En Syrie, alors que l'épidémie du coronavirus menace, les dirigeants impérialistes maintiennent les sanctions, aggravant encore la situation de ce pays dévasté par neuf ans de guerre.



Un camp de réfugiés syriens.

Seuls cinq cas de personnes infectées par le coronavirus étaient déclarés officiellement le 26 mars. Mais toutes les conditions d'une propagation rapide et incontrôlable de l'épidémie sont réunies. Les bombardements ont détruit nombre d'hôpitaux, en particulier dans la dernière zone de combat, celle d'Idlib, située au Nord-Ouest. L'hôpital Maarat al-Numan, l'un des plus grands hôpitaux de la région sud d'Idlib, a ainsi été mis hors service en janvier dernier. Fin janvier, un groupe d'hommes armés a occupé l'hôpital central d'Idlib, l'un des autres grands centres de santé de la région, auquel l'ONG Médecins sans frontières venait de faire don de matériel. Ce ne sont que quelques exemples. La plupart des

médicaments, fournitures et stock de carburant des hôpitaux sont endommagés ou perdus lors des bombardements, et des bâtiments sont tout simplement détruits.

La situation dans les camps de réfugiés est catastrophique dans cette région. Près d'un million de personnes ont été déplacées depuis la mi-décembre. Elles se sont réfugiées dans le nord de la province, et dans la région voisine d'Alep, s'approchant le plus possible de la frontière turque, la zone étant moins ciblée par les bombardements. Elles ont rejoint plusieurs centaines de milliers d'autres Syriens, déplacés avant eux. Or ces camps ne disposent d'aucune infrastructure, il n'y a quasiment pas d'eau. Les réfugiés sont au mieux abrités dans des tentes où

se regroupent des familles entières.

Les sanctions décidées par les dirigeants américains, suivies par les Européens, visent des secteurs comme les banques, le pétrole ou l'électricité, et celui des importations. Les entreprises syriennes contournaient jusque-là cet obstacle en ouvrant des comptes à l'étranger, notamment au Liban, la base arrière de l'économie syrienne. Mais cela n'est quasiment plus possible du fait de la crise que traverse ce pays et des menaces brandies par l'impérialisme à l'encontre de ceux qui apportent un soutien au gouvernement syrien.

« Toutes ces mesures entravent nos efforts contre le virus », déclarait un médecin exerçant à Hama, ville du Sud-Ouest syrien. *J'essaie depuis des semaines de faire venir du matériel de laboratoire, même la Croix-Rouge internationale n'arrive pas à m'aider.* »

L'impérialisme américain prétend imposer ces restrictions pour empêcher le régime de financer son effort de guerre. Il n'agit pas ainsi pour sauver la population de la dictature d'Assad, mais pour poursuivre son objectif, le maintien de sa domination, et ce quoi qu'il en coûte à la population.

Aline Rétesse



Crise mondiale : les émergents coulent

Chute des prix des matières premières, fuite de capitaux et donc des rentrées d'argent, hausse des taux d'intérêt pour les États qui empruntent : la crise s'approfondit et prend de multiples formes pour les pays du tiers-monde.

Depuis le début de l'année, le prix du pétrole sur les marchés internationaux a été divisé par deux. C'est une catastrophe pour les pays producteurs dont les revenus pétroliers constituent souvent la plus grande part du budget de l'État. Ainsi la moitié des recettes budgétaires du Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique, provient des ventes de pétrole.

Le cours du cuivre a perdu 18% depuis le 15 janvier, celui du café 30% depuis décembre, celui du sucre 33% depuis fin février. Tous les pays qui vivent de l'exportation de matières premières, minérales ou agricoles, sont à genoux.

Au même moment, comme à chaque fois qu'une crise économique s'étend à l'échelle mondiale, la grande bourgeoisie et ses institutions financières rapatrient des masses de capitaux vers les pays impérialistes qui leur semblent plus sûrs. Les pays moins développés voient donc les

capitaux les fuir encore plus vite qu'ils n'avaient fait lors de la crise de 2008.

La monnaie de ces pays s'effondre. Depuis le 1^{er} janvier, le rand sud-africain et le réal brésilien ont perdu 30% de leur valeur face au dollar, le peso mexicain 25%.

Prenant acte de cette déconfiture, les agences de notation ont dégradé ces derniers jours la note financière de l'Afrique du Sud, de l'Angola, du Nigeria, du Mexique. Cela ne fait que rajouter de l'huile sur le feu, car ces États doivent à présent payer plus cher pour emprunter alors que leurs revenus ont fondu. L'aide financière du FMI a déjà été sollicitée par 85 pays, deux fois plus qu'en 2008...

Ces pays sont souvent qualifiés « d'émergents ». Mieux vaudrait dire qu'ils s'enfoncent, et leur population avec, sous le double effet de l'épidémie et de la folie du capitalisme.

Lucien Détroit